

FOCUS

LA SECONDE GUERRE MONDIALE

SAINT-QUENTIN



SOMMAIRE

- 2 DE L'ÉTÉ 39 À L'INVASION
- 4 DE L'EXODE AU RETOUR
- 7 DES PRISONNIERS DANS LA VILLE
- 9 DU FRONT AUX STALAGS
- 11 BOMBARDEMENTS SUR LA VILLE
- 13 L'OCCUPATION ALLEMANDE
- 16 LA DÉPORTATION DES JUIFS
- 18 LA VIE MUNICIPALE SOUS L'OCCUPATION
- 20 LE SERVICE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE
- 22 DE LA COLLABORATION À L'ÉPURATION
- 24 DES SAINT-QUENTINOIS DANS LES FORCES FRANÇAISES LIBRES
- 26 MAURICE CÉSAR ET LE RAID DE DIEPPE
- 27 JEAN LÉTANG, HÉRO DU 6 JUIN 1944
- 28 LA RÉSISTANCE
- 32 LA LIBÉRATION, LE 2 SEPTEMBRE 1944
- 38 LES LENDEMAINS DE LA LIBÉRATION
- 40 LIEUX DE MÉMOIRE

Couverture

De haut en bas (montage) :

Kreiskommandantur en 1941.

Char français abandonné rue de Guise
en mai 1940.

Affiche de propagande du STO.

Jeunes gens dans une tranchée-abri de
la défense passive.

Soldats américains les 3 (à droite)
et 6 (à gauche) septembre 1944.

Coll. Ville de Saint-Quentin

Rédaction

Direction du Patrimoine
Frédéric PILLET, 2025

Maquette

Direction du Patrimoine
Frédéric PILLET

d'après DES SIGNES

studio Muchir Desclouds 2015

Impression

Alliance, Partenaires
graphiques

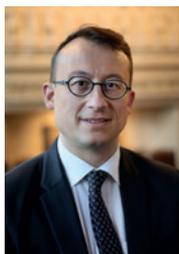
Dans le cadre du Label Villes et Pays d'art et d'histoire, la Ville de Saint-Quentin conduit depuis près de 20 ans une politique patrimoniale et mémorielle autour de l'histoire de la cité, de ses habitants et de ses monuments.

Les commémorations de la victoire le 8 mai 1945 sont l'occasion de rappeler ce que furent pour notre ville ces six ans de guerre et quatre années d'occupation.

Les sacrifices et les souffrances furent multiples : l'exode massif d'une population qui ne voulait pas revivre l'occupation de 1914-1918, les combats et les bombardements frappant les civils, la déportation de familles juives et de résistants vers les camps d'extermination, l'emprisonnement durant cinq ans de plus d'un millier de soldats saint-quentinois, et pour d'autres Saint-Quentinois le travail forcé en Allemagne, l'engagement dans les Forces françaises libres ou dans la résistance à l'oppression menant certains jusqu'à l'ultime sacrifice.

Ce récit est aussi l'occasion d'ouvrir les yeux sur ce que fut l'Occupation, la délicate gestion d'une ville sous le joug allemand, les persécutions menées par la police allemande et la douloureuse question de la collaboration.

Ce regard sur ces événements, à l'occasion de la célébration de la paix retrouvée il y a 80 ans, rend hommage aux hommes et aux femmes qui ont espéré, souffert, perdu la vie, lutté, et qui ont retrouvé la liberté.



Alexis GRANDIN

Maire-adjoint chargé des relations internationales, des commémorations et du monde combattant



Frédérique MACAREZ

Maire de Saint-Quentin
Présidente de l'Agglo du Saint-Quentinois



Bernard DELAIRE

Conseiller municipal chargé du Patrimoine culturel et historique



DE L'ÉTÉ 1939 À L'INVASION

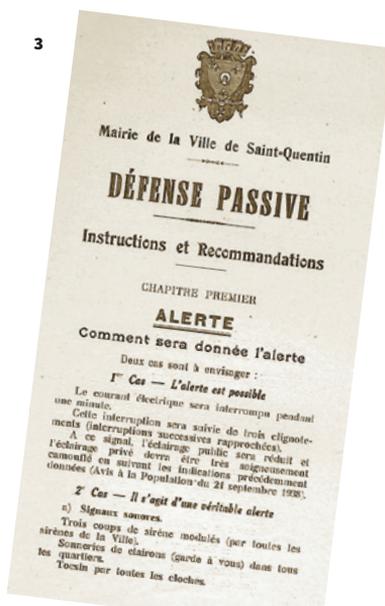
l'aménagement de tranchées-abris dans les quartiers périphériques. Quant aux masques à gaz, seuls les membres actifs de la défense passive en sont dotés, faute de moyens. Du charbon actif est distribué pour équiper les masques de fortune que se fabriquent les habitants avec de simples triangles de tissu.

VERS LA GUERRE

À quelques jours de la déclaration de la guerre, la tension monte. Le 24 août 1939, la décision est prise de reporter la 16^e braderie commerciale, programmée le 4 septembre. Le 30 août, la municipalité promulgue un arrêté sur l'éclairage des habitations pour se protéger des attaques aériennes ennemies, l'éclairage des locaux publics et privés devant désormais être imperceptible par les observateurs aériens.

Fin septembre les armes à feu et munitions sont collectées, les « nationaux allemands » sont réunis dans des centres de rassemblement. La guerre se prépare. Une nouvelle invasion, après celle de 1914, est bel et bien envisagée : les pastels de Maurice Quentin de La Tour sont envoyés au château du Rocher à Mezangers, en Mayenne, territoire de repli pour le département de l'Aisne, pour ses habitants, ses administrations et ses institutions.

Suite au décret du 29 juillet 1938 sur l'organisation de la défense passive, la Ville s'est organisée, divisée en 5 secteurs, le centre et les quatre quartiers, chacun étant doté d'un poste de secours. Une liste d'une trentaine d'abris publics souterrains en centre-ville est communiquée, d'une capacité de 5 000 à 6 000 personnes. On en appelle aux volontaires pour



2

2

3

1. Plan des souterrains et abris-tranchées de la défense passive, décembre 1943.

Plan, Direction du patrimoine, Ville de Saint-Quentin

2. Masque à gaz des E^{ts} Fernez.

Archives municipales et communautaires de Saint-Quentin, 6 X 28

3. Instructions et recommandations de la défense passive.

Archives municipales et communautaires de Saint-Quentin, 6 X 43

4. Affichette indiquant l'entrée des abris souterrains.

Archives municipales et communautaires de Saint-Quentin, 6 X 28

5. Organisation de la défense passive du centre-ville, octobre 1939.

Archives municipales et communautaires de Saint-Quentin, 6 X 28

Puis la ville s'installe dans une atmosphère pesante d'attente... Saint-Quentin, qui n'a plus de caserne depuis la Première Guerre mondiale et la dissolution du 87^e régiment d'infanterie en 1920, redevient une véritable ville de garnison après la déclaration de guerre le 3 septembre 1939. Saint-Quentin se trouve au centre du groupe d'armée n°1 du général Gaston Billotte créé le 1^{er} octobre pour assurer la défense de la frontière belge. Les services sanitaires de l'armée occupent une dizaine de sites dont le lycée Henri-Martin, les écoles Paringault, Lyon-Jumentier, Clin, La Croix et Saint-Jean, le conservatoire de musique...

LA DRÔLE DE GUERRE

Puis l'attente s'installe. Débute ce que l'on appelle *la drôle de guerre*. Le 29 septembre retentit la première alerte aérienne, lancée par la sirène du palais de Fervaques relayée par celles de 13 usines. Une sirène est installée en haut de l'un des pylônes Art déco du pont de



la gare. Durant l'hiver, les armées britannique et française s'affrontent pacifiquement au cours de matchs de football. Le 1^{er} avril 1940, l'aviation allemande, accueillie par les tirs de la DCA, largue des tracts et des journaux sur Saint-Quentin, dénigrant l'allié britannique auprès de la population.

Lorsque les troupes allemandes envahissent la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg le 10 mai 1940, les troupes cantonnées à Saint-Quentin se dirigent immédiatement vers la frontière. Le même jour, trois bombardiers allemands Heinkel III sont abattus au-dessus d'Homblières, Benay et Clastres. Les combats se rapprochent...

DE L'EXODE AU RETOUR



1. Annonce publicitaire et affiche du film Terre d'angoisse programmé à Saint-Quentin le 11 mai 1940.

Grand Écho de l'Aisne, 11 mai 1945 - Affiche coll. part

2. Civils sur les routes de l'exode dans le Saint-Quentinois.

Archives départementales de l'Aisne, 2 Fi 361

3. Char français B1bis Pirate du 8^e BCC mis hors combat devant la filature Wandendriessche, route de Guise.

D.R.

4 & 5. Troupes allemandes dans la rue d'Isle, mai 1940.

D.R.

6. Photographie extraite d'un journal allemand montrant des soldats allemands et des réfugiés sur la place de l'Hôtel de Ville, mai 1940.

Marie-Hélène Lemoine

L'EXODE

Dans la nuit du 12 au 13 mai, se réunissent en urgence les autorités préfectorales, municipales, la gendarmerie et les services sanitaires civils et militaires, provoquant les premiers départs de la population, jusqu'à l'annonce du repli des services sanitaires de l'armée le 16 mai qui déclenche un véritable vent de panique. La municipalité, qui affiche le 16 mai sous les arcades de l'hôtel de ville un appel au calme, déclarant l'évacuation injustifiée, quitte pourtant la cité le soir même. Comme la quasi-totalité de la population, les divers services municipaux, la police, les pompiers, le responsable de la défense passive, les agents de la sous-préfecture... tous partent, redoutant de revivre l'occupation de 1914-1918 ! La réaction est la même dans la plupart des villes du nord de





3



4

la France. Le 17 au soir, les derniers trains sont pris d'assaut, dans l'affolement général. Tous ne peuvent embarquer. Tout ce que compte la ville de véhicules – camions, voitures, vélos, charrettes, brouettes, landaus... se retrouve sur les routes.

DES PANZERS DANS LA VILLE

Le 17 mai, les rues ne sont plus guère parcourues que par des convois de soldats, de réfugiés belges et français. On entend des tirs du côté d'Harly, alors que des avions survolent la ville. Dans la nuit du 17 au 18 mai, des chars allemands du 19^e *Panzerkorps* du général Guderian entrent dans la ville, poursuivent leur progression vers l'ouest, laissant dans la ville un détachement qui remise ses chars dans le garage Renault, face à la Sous-Préfecture. Le 18 mai à 7 heures du matin, l'armée allemande est accueillie à l'hôtel de ville.

Sur les 49 000 habitants que la ville de Saint-Quentin comptait avant la mobilisation, il n'en reste que 2 500, lorsque les trois seuls conseillers municipaux restés à leur poste, Alexis Herbin, Julien Leulier et Julien Marandant, se présentent le 20 mai 1940 devant les autorités allemandes pour reconstituer un conseil municipal restreint avec 5 notables saint-quentinois, pour prendre en charge les intérêts de la ville et de sa population. Ils constituent le lendemain une commission municipale à la tête de laquelle est placée Alexis Herbin. Le trouvant peu coopératif, les autorités allemandes le remplacent le 17 juin par M. Henrotte.



5



6



1. Réfugiés et soldats allemands sur la place de l'Hôtel de Ville, mai 1940.

Archives municipales et communautaires de Saint-Quentin

LES PREMIERS CIVILS TUÉS

Le 17 mai et les jours suivants, la guerre fait ses premières victimes civiles saint-quentinoises. Sur le monument aux morts, on compte une dizaine de ces premiers Saint-Quentinois tués au début du conflit. Mais s'ajoutent plus d'une vingtaine de réfugiés, tués sur les routes et aux abords de la ville. Certains sont inhumés directement dans les hôpitaux provisoires où ils décèdent, au lycée Henri-Martin et à l'école de Lyon, avant d'être transférés au cimetière de la Tombelle. Durant son premier mois d'occupation, la ville connaît quelques destructions dues en partie aux bombardements de l'aviation alliée, sur la rue de La Fère (actuelle rue du Général Leclerc), à l'entrée de la rue d'Isle, à l'intersection des rues d'Alsace et du Gouvernement atteinte par des bombes incendiaires anglaises.

Le 5 juin 1940, Saint-Quentin a le triste privilège d'être la première ville française où l'armée allemande juge et fusille un civil, Auguste Gras, habitant de Sains-Richaumont, accusé de sabotage de lignes télégraphiques. Il est fusillé à 5 heures du matin, déclaré mort à la prison de la ville, et inhumé dans le cimetière nord. Un des premiers actes de résistance à l'occupation... Mais déjà en mai, plus de 600 civils et prisonniers alliés avaient été exécutés, sans jugement, par des soldats SS et de la *Wehrmacht*, dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

LE RETOUR DES SAINT-QUENTINOIS

Rattrapés sur les routes de l'exode par l'avancée de l'armée allemande, certains habitants rentrent chez eux. La ville compte 3 800 habitants le 25 mai, 4 100 le 1^{er} juin, 8 200 le 30 juin, 18 400 le 15 août. Puis le retour des Saint-Quentinois est rendu difficile par le tracé le 7 juillet 1940 de la ligne du Nord-Est (de la Somme à la Suisse), *Nordost Linie*, à 20 km au sud de la ville, appliquée le 20 juillet, délimitant une zone interdite ou zone réservée destinée au peuplement allemand. Elle inclut toute la moitié nord de l'Aisne, interdisant tout retour des réfugiés. Seuls sont autorisés à résider ceux qui n'ont pas fui en mai 1940 et ceux rentrés avant le 1^{er} juillet. Les retours ne peuvent alors se faire que clandestinement, alors que la surveillance de la ligne se renforce en novembre 1940, jusqu'à l'assouplissement des règles en mai 1941, puis la suppression des postes de contrôle en décembre 1941.

Durant les premières semaines, dans l'urgence, la ville assure gratuitement le ravitaillement de la population en nourriture, en charbon, en habillement, puis contre paiement à partir du 25 juin. Mais il a fallu aussi mettre fin aux pillages, auxquels se sont livrés des habitants, des réfugiés, et des militaires des deux camps. La ville reprend vie peu à peu. À partir de septembre 1940, les demandes de retour sont très nombreuses. En avril 1941 la ville compte plus de 36 000 habitants, 42 000 en juillet 1942.

DES PRISONNIERS DANS LA VILLE

2. Colonne de prisonniers français rue de Guise, 1940.
D.R.

3. Article de presse locale décrivant le Stalag n°192.
Grand Écho de l'Aisne, 2 mai 1941

Dès les premiers jours de l'occupation, des milliers de prisonniers français transitent par Saint-Quentin, dans des camps provisoires aménagés à la Basilique, dans des garages automobiles, les hôpitaux de campagne, des écoles, des ateliers industriels... Les blessés sont hospitalisés principalement dans les hôpitaux de campagne du lycée Henri-Martin et de l'hospice Cordier, où 133 décèdent entre mai et octobre 1940.



3



LE FRONTSTALAG n°192

La France compte en septembre 1940 plus d'une cinquantaine de camps, les *Frontstalags*, dont ceux de Péronne, Laon, Sissonne, La Fère. Il en existe aussi un à Saint-Quentin, camp annexe de ceux de Laon ou de La Fère, dont il porte successivement les numéros, n°191 et n°192. Il est installé dans la caserne des gardes mobiles construite à la veille des hostilités dans le quartier Remicourt. Le commandement est situé place des Enfants de Chœur, les bureaux rue Jules-Coupé.

Durant l'été et l'automne 1940, plus d'un million et demi de prisonniers français sont transférés dans les *Stalags* en Allemagne, tandis que les *Frontstalags* en France deviennent des camps destinés aux prisonniers originaires des colonies et des départements d'Outre-mer, que les autorités allemandes ne veulent pas interner sur leur territoire. Seuls quelques milliers de soldats français au printemps 1941, puis quelques



1. Prisonniers coloniaux au milieu des passants à l'angle de l'hôtel de ville, rue Croix-Belle-Porte.
D.R.

2. L'entrée du Frontstalag de Saint-Quentin.
Frédéric Pillot

3. Visite du Stalag de Saint-Quentin par un délégué du Comité International de la Croix Rouge, 6 juin 1941.
CICR

centaines fin 1941, restent dans les *Frontstalags* pour en constituer l'encadrement. Les prisonniers coloniaux sont alors près de 69 000.

C'est ainsi que le camp de Saint-Quentin se vide de ses soldats français fin septembre - début octobre, avant de recevoir des prisonniers coloniaux – Algériens, Tunisiens, Marocains, Sénégalais, Malgaches et Indochinois –, venu d'autres camps. On y dénombre 400 prisonniers en décembre 1940.

LE FRONTSTALAG n°204

En avril 1942, les autorités allemandes regroupent les 20 derniers *Frontstalags* en 8, où sont internés environ 44 000 prisonniers. Le camp de Saint-Quentin n°192 devient alors le n°204, regroupant ceux de La Fère,

de Charleville, d'Amiens. Les prisonniers sont fréquemment employés par les autorités allemandes pour divers travaux et chantiers. Les conditions sanitaires y sont difficiles et la tuberculose sévit durant les hivers 1940-41 et 1941-42. 21 soldats meurent dans l'hôpital du *Frontstalag* : cinq Tunisiens, quatre Algériens, quatre Français, trois Sénégalais, trois Côte d'Ivoiriens, un Marocain et un Indochinois. Les évasions de ces camps sont nombreuses avant le regroupement d'avril 1942, évaluées à 10 % des effectifs. Deux évadés sont tués lors d'une tentative d'évasion depuis l'école Plein Air, où l'hôpital du *Frontstalag* a été transféré depuis le lycée Henri-Martin en janvier 1942. En septembre 1942, le camp est vidé, transféré à Charleville. La caserne des gardes mobiles est désormais occupée par l'armée allemande.



2

8

DU FRONT AUX STALAGS

4. Le torpillage du paquebot Méknès le 24 juillet 1940. D.R.



Il est bien difficile d'estimer la part de la population mobilisée en septembre 1939, partie au front en mai 1940. Si on totalise les soldats tués au combat, morts des suites de leurs blessures ou de maladie, et ceux emprisonnés dans les *Frontstalags* en France puis les camps en Allemagne, on peut estimer leur nombre entre 1 200 et 1 300 hommes.

MORTS AU COMBAT

Avant même le début des hostilités, près d'une dizaine d'entre eux meurent dans les hôpitaux militaires, de maladie ou suite à un accident. Au cours des combats de mai-juin 1940, une cinquantaine de Saint-Quentinois sont tués en Belgique, dans les départements des Ardennes, du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Aisne (l'armée française a perdu plus de 92 000 hommes en 6 semaines de combats meurtriers). Si dix d'entre eux appartiennent aux 45^e et 124^e régiments d'infanterie formés par le centre de mobilisation n°21 à Hirson et La Capelle, la plupart des autres combattants appartiennent à une multitude de régiments d'infanterie, d'artillerie, de chars, du train... Il n'y a plus de régiment saint-quentinois, comme en 1914, où une grande partie des Saint-Quentinois portaient depuis la caserne du faubourg Saint-Jean au sein des 87^e et 287^e régiments d'infanterie et du 10^e régiment territorial, unités dissoutes après la Grande Guerre. Après l'armistice du 22 juin 1940, une trentaine de soldats saint-quentinois meurent des suites de leurs blessures ou de maladie. Citons le cas particulier de Jules Mouvier, mort à bord du

paquebot Méknès dans la Manche avec 419 autres soldats, navire torpillé le 24 juillet 1940 par une vedette allemande alors qu'il rapatriait des soldats d'Angleterre après l'armistice.

CAPTIFS EN ALLEMAGNE

Les soldats survivants font désormais partie des 1 850 000 prisonniers de guerre, internés dans plus de 70 *Frontstalags* installés sur le territoire français par l'armée allemande, dont 1 600 000 d'entre eux sont transférés à partir de juillet 1940 dans des camps en Allemagne, les *Stalags*, ou les *Oflags* réservés aux officiers, constitués de baraquements clôturés de barbelés, ou parfois implantés dans des bâtiments reconvertis. À partir de mars 1941, la municipalité recense les prisonniers saint-quentinois en vue d'organiser une assistance de leurs familles, essentiellement à travers le Secours National, organisme national créé en 1914 et réactivé en octobre 1939, placé sous l'autorité du Maréchal Pétain en octobre 1940. Leur nombre est de près de 1 200 en juillet 1941. L'aide aux prisonniers consiste essentiellement en l'envoi de colis acheminés à partir de l'hiver 1941 grâce à la Croix-Rouge.

À partir de juillet 1942, quelques prisonniers reviennent des camps, moins de 100 000 à l'échelle nationale, dans le cadre de *La Relève*, dispositif prévoyant le retour de prisonniers des *Stalags* en échange du départ de travailleurs français volontaires en Allemagne, puis du Service du Travail Obligatoire en février 1943. Une Maison du



1. Correspondance et carnets d'un prisonnier saint-quentinois du Stalag V A.
Frédéric Pillet

2. Le Stalag IX A de Trutzhain.
Gedenkstätte und Museum Trutzhain

3. Cérémonie funéraire au Stalag IV C après le bombardement de l'usine de Brûx-Hydrierwerk le 12 mai 1944.
Lacour



Prisonnier est créée rue d'Isle (n°15) en juillet 1943, réseau développé à l'échelle nationale par Vichy pour rassembler et contrôler toutes les actions faites en direction des prisonniers et de leurs familles. Quant aux prisonniers permissionnaires, ils sont étroitement contrôlés par les services de la *Feldgendarmerie* installée à l'angle de la place du Huit-Octobre, dans l'hôtel Terminus.

Brimades, inconfort, insalubrité, épidémies, travail forcé dans les *Arbeitskommandos* agricoles, industriels et miniers... telles sont les conditions de vie dans la plupart des camps. Les registres d'état-civil et les noms gravés sur le monument aux morts permettent de recenser 27 prisonniers saint-quentinois morts dans les *Stalags* (sur les 30 à 40 000 prisonniers français morts en captivité), pour la plupart de maladie ou d'accident.

Plusieurs soldats sont tués dans des bombardements alliés sur les complexes industriels ou sur les camps. Ainsi Sylvain Henry, interné dans le *Stalag IV C* (divisé en plus de 220 détachements de travail), est tué lors du bombardement de l'usine d'hydrogénation de Brûx-Hydrierwerk qui fait une centaine de victimes parmi les prisonniers en mai 1944. Jean Flahaut, exploitant du cinéma Le Casino avant la guerre, interné dans le *Stalag IX A* de Trutzhain près de Francfort, est tué dans un bombardement le 21 mars 1945, huit jours avant la libération du camp par les Américains. Il ne figure ni dans les registres d'état-civil, ni sur le monument aux morts. Combien ont-ils ainsi été oubliés ?

LE RETOUR DES PRISONNIERS

Les prisonniers sont libérés au fur et à mesure de l'avancée des troupes alliées sur le territoire allemand. Dès avril 1945 des trains de prisonniers libérés passent en gare de Saint-Quentin, en provenance d'Essen et de Dortmund. Mais le retour de ceux que l'on associe souvent à la débâcle de 1940, et que la politique du Maréchal a instrumentalisés, est souvent plein de désillusion. Et c'est sans compter la difficulté du retour dans leur foyer où leur absence a duré cinq ans. Dix mois après la Libération de Saint-Quentin, un mois après l'armistice, on célèbre le retour du 1 000^e prisonnier, le 9 juin 1945 : Gaston Guille, un habitant du chemin de Neuville, à qui l'on offre un banquet familial au buffet de la gare après une cérémonie officielle en mairie, avant qu'il ne retourne chez lui. La vie reprend...



BOMBARDEMENTS SUR LA VILLE

4. Les destructions à l'angle de la place du Huit-Octobre et de la rue d'Isle

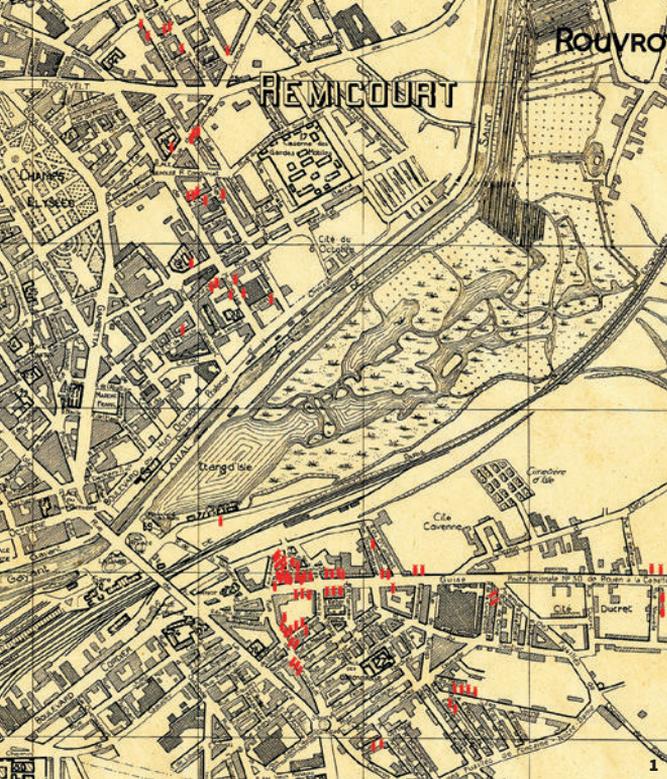
Frédéric Pillet

Saint-Quentin n'a pas été épargnée par les bombardements aériens de la Seconde Guerre mondiale, qui firent plus de 60 000 victimes civiles en France. Jusqu'en 1941, la ville est touchée par 8 bombardements, essentiellement dans les premiers jours de la guerre, faisant une dizaine de victimes. Puis le 13 décembre 1942 à 17 heures 04, un bombardier britannique Mosquito largue 4 bombes de 225 kg chacune sur la gare, dont deux détruisent le pavillon de l'aile droite et le bureau de poste jouxtant le buffet. On dénombre 9 victimes, dont 4 agents de la SNCF.

Jusqu'en 1942, les bombardements alliés sont ceux de la *Royal Air Force* britannique. Puis l'*US Army Air* entre en action dans le cadre du *Transportation Plan*, envisageant la destruction

systématique des installations ferroviaires en France, Allemagne et Belgique pour empêcher l'acheminement de matériel et renforts militaires vers les zones de débarquements alliés. Dans la région, Amiens, Hirson, Creil, Busigny, Cambrai et Tergnier sont des cibles désignées. Le 2 mars 1944, 51 bombardiers américains B 26 *Maraudeur* du 322^e *Bomber Group*, dont la mission initiale est de bombarder le nœud ferroviaire de Tergnier, ne peuvent larguer leurs bombes sur leur cible initiale masquée par les nuages. À 3 500 m d'altitude, apercevant une gare et des voies ferrées à travers les nuages, 23 bombardiers larguent 184 bombes de 250 kg à 20 km de leur objectif initial, sur Saint-Quentin. Perpendiculairement aux voies ferrées, les bombes tombent sur le faubourg d'Isle (rue de Cronstadt, rue de Guise, rue Joséphine...),





1. Les impacts du bombardement du 2 mars 1944

Plan Direction du patrimoine, Frédéric Pillet

2. Photographie clandestine de la cérémonie funéraire des victimes du bombardement du 2 mars 1944.

Société Académique de Saint-Quentin

3. Un bombardier *Maraudeur* du 322^e Bomber Group qui effectua le raid du 2 mars 1944.

<https://www.worldwarphotos.info>

4. La reconstruction de l'aile droite de la gare en 1949.

Société Académique de Saint-Quentin

les voies ferrées de la zone surnommée la « gare Boche », l'étang d'Isle, et le quartier Remicourt (rue Bénézet, rue Sainte-Cécile, rue de Bellevue...). 91 personnes périssent au cours de ce bombardement, dont un quart d'enfants. Trois nouveaux bombardements, sur le quartier Saint-Martin dans la nuit du 19 au 20 mai 1944, rue d'Ostende le 21 juin et dans le quartier de la gare le 22 juin, ajoutent à la liste des victimes 16 personnes.

Au total, ce sont 127 civils qui ont été tués au cours des bombardements sur la ville, auxquels on peut ajouter au moins onze Saint-Quentinois tués lors des bombardements de Busigny, Creil, Grand-Couronne et Lesdins entre avril et septembre 1944. Les noms de 119 d'entre eux sont inscrits sur le monument aux morts de Saint-Quentin, parmi les 159 noms de victimes civiles gravés dans le granit.



L'OCCUPATION ALLEMANDE

5. Une croix gammée à l'angle de la place de l'Hôtel-de-Ville et de la rue de la Sellerie.

Maryse Trannois

6. Cachet de la *Kreiskommandantur* 645.

Archives municipales et communautaires de Saint-Quentin, 6X2

7. Militaires de la *Kreiskommandantur* 645.

Archives municipales et communautaires de Saint-Quentin



Dès les premiers jours de l'occupation, les autorités allemandes s'installent durablement, rappelant aux habitants les sombres heures d'août 1914. La plupart des hôtels de la ville et des maisons bourgeoises des boulevards et grandes rues ont été réquisitionnés pour loger les officiers, les soldats et les différents organes de commandement, de contrôle, de surveillance et de répression.

Ainsi la *Kreiskommandantur* 645, unité de commandement militaire au niveau de la sous-préfecture, prend place dans une partie de l'hôtel de ville, ne laissant à la municipalité que l'entresol et quelques pièces de l'aile droite. Elle y reste jusqu'en juin 1942. À l'échelon départemental, c'est la *Feldkommandantur* 602 qui exerce son autorité depuis la préfecture de Laon.

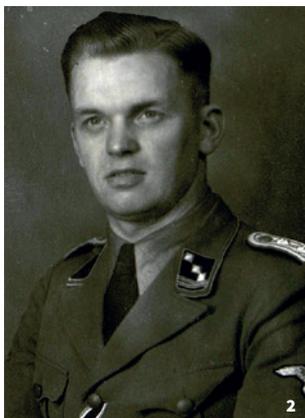
SURVEILLANCE, CENSURE ET RÉPRESSION

Un couvre-feu est imposé à la population civile, repoussé à 23 heures en novembre 1940, puis minuit en juillet 1942. Une partie de la prison, dite « Hôtel des Quatre Boules », réquisitionnée par l'armée allemande, sert jusqu'à la Libération à l'internement de prisonniers politiques et résistants de la région. Sur la place de l'hôtel de ville, le café-cinéma Le Modern est converti en *Soldatenheim* (maison des soldats). Le théâtre est réquisitionné par les autorités allemandes, les spectacles civils se déroulant



au Carillon, au Splendid ou au Casino. Puis il réouvre au public en octobre 1942, des loges et des places d'orchestre étant réservées aux officiers du SIPO-SD, de la *Kommandantur*, et de l'*Ordnungspolizei*. Sa programmation est soumise à la *Propagandastaffel* de Laon, qui contrôle notamment l'origine non juive des auteurs et compositeurs des œuvres jouées. Mi-juillet 1940, les autorités allemandes ordonnent à la police municipale, reconstituée fin juin 1940, de permettre la réouverture des maisons de tolérance. Elles se chargent de leur contrôle, laissant celui du reste de la prostitution à la police municipale.

La *Kommandantur* exerce aussi une censure dans tous les champs de la vie quotidienne. En avril 1941, elle ordonne le retrait d'une trentaine d'ouvrages de la bibliothèque



1. Karl Dieter Westphal.

Archives départementales de la Somme,
31 Fi 54

2. Friedrich Bauckloh.

Archives départementales de la Somme,
31 Fi 54

3. Le site du siège de la *Sipo-SD* de Saint-Quentin, rue Charles-Picard et place de Mulhouse.

Frédéric Pillet

municipale, probablement ceux de la *liste Otto* des livres prohibés par les Nazis, promulguée en septembre 1940 par l'ambassadeur d'Allemagne en France, Otto Abetz. Parmi ces livres figurent plusieurs romans d'espionnage dont ceux de Pierre Nord (*Double crime sur la ligne Maginot*, *Terre d'angoisse*, *Peloton d'exécution*), des ouvrages sur la Première Guerre mondiale et l'après-guerre, sur le judaïsme... et *Mein Kampf*, d'Adolf Hitler, probablement une édition non autorisée. La censure s'exerce aussi sur la presse. Le journal local *Le Grand Écho de l'Aisne*, dont la parution est interrompue le 11 mai 1940, reparait le 7 février 1941. Le journal se fait désormais l'écho du gouvernement de Vichy et de la collaboration. Il disparaît en mars 1943, au moment de l'éviction de Pierre Seret de la municipalité, probablement au profit de l'édition saint-quentinoise de *L'Argus de l'Aisne*, puis à partir du 17 janvier 1944 du *Journal de l'Aisne*, dont le nouveau maire collaborateur Émile Delhay est l'un des administrateurs. En juillet 1942, il est rappelé par voie de presse qu'il est

strictement interdit à la population de prendre des photographies en extérieur.

Le contrôle allemand s'exerce aussi sur l'industrie et le commerce. Des entreprises saint-quentinoises des domaines métallurgiques, textiles et de la construction sont classées *Rüstung* (travaillant pour l'armement) et *V-Betrieb* (recevant des commandes allemandes), et de ce fait bénéficient d'une priorité pour les attributions de matières premières, de charbon, d'électricité et de carburant, et protègent en partie leurs ouvriers des réquisitions du STO en 1943.

Un détachement de la police militaire pour l'ordre public, l'*Ordnungspolizei*, s'installe en octobre 1942 au n°2 rue Charles Picard, rejoint durant l'été 1943 par un bureau d'embauche de la *Waffen-SS*. La *Feldgendarmarie* a son siège 16 rue Jacques Lescot. Elle s'occupe notamment de la surveillance des militaires, mais aussi de la répression du marché noir, de la poursuite des réfractaires au STO.

La *SIPO-SD*

Quant à la police secrète de l'armée, la *Geheime Feldpolizei* (GFP), elle est installée dans divers immeubles de la rue Jean-Jaurès, en charge principalement de la lutte contre la résistance. En mars 1942, Hitler confie la répression à la *Sicherheitspolizei* ou *Sipo-SD*, police de sûreté d'État et services de sécurité SS créée par





4. Emmanuel Wickenden.

Grégory Célérese

5. Règlement de la maison d'arrêt de l'armée allemande à Saint-Quentin.

Archives municipales et communautaires de Saint-Quentin, 17 S 1

6. Le procès de Charles Meurice à Amiens en 1946.

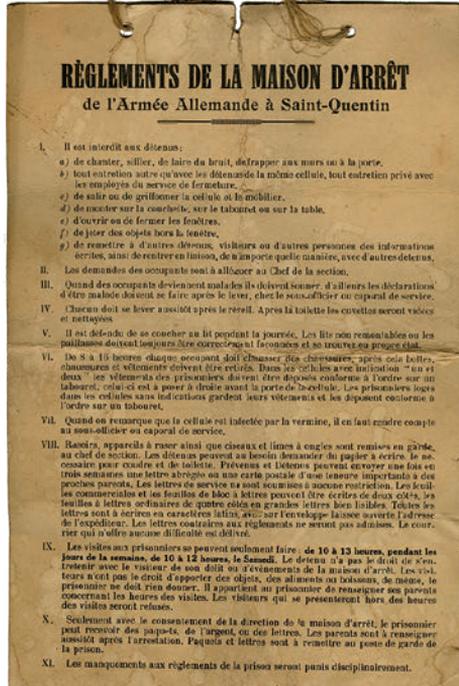
L'Aisne Nouvelle, 7 mars 1946

Himmler en 1936. Cette police comprend six sections, dont la 4^e, la *Gestapo*, pourchassant les résistants, les communistes, les Juifs, les francs-maçons...

En juin 1942 la *Sipo-SD* s'implante à Saint-Quentin, rue Charles Picard. Les officiers logent au n°10^{bis}, dans la demeure de l'industriel Joseph Saltiel dépossédé dans le cadre de la spoliation des biens juifs, tandis que les bureaux sont installés dans les immeubles suivants, aux n°12-12^{bis}, jusqu'à l'angle de la place de Mulhouse. D'autres agents sont hébergés 32-34 rue Bellevue, le personnel féminin 48 rue du Gouvernement.

Son territoire d'action s'étend aux quatre départements de l'Aisne, de la Somme, de l'Oise et des Ardennes, dans lesquels la *Sipo-SD* de Saint-Quentin dispose d'antennes à Amiens, Abbeville, Laon, Beauvais et Charleville, et d'une équipe à Soissons.

La *Sipo-SD* est dirigée par le commandant SS Hans Joachim Peters jusqu'en septembre 1942, puis par le capitaine Karl Dieter Westphal, secondé par le capitaine Friedrich Bauckloh, officier SS venant de la *Sipo-SD* de Paris, en poste à Saint-Quentin jusqu'en août 1944. Une quinzaine d'agents allemands compose l'équipe saint-quentinoise, aux côtés desquels opèrent plusieurs équipes françaises chargées de traquer et d'arrêter les résistants et les réfractaires au STO, équipes dirigées dans le Saint-Quentinois



5

principalement par Charles Meurice dit *Charlot la Terreur* et Emmanuel Wickenden surnommé *L'homme à la verrue*, s'entourant de repris de justice, de petits délinquants, et de miliciens.

Aucun des trois principaux officiers de la *Sipo-SD* de Saint-Quentin, Peters, Westphal et Bauckloh (condamné à mort par contumace en 1952, à qui l'on impute une centaine de morts et un millier de déportés), ne seront jugés après la guerre. Côté français, Emmanuel Wickenden est fusillé en 1947. Charles Meurice échappe au peloton d'exécution et est condamné aux travaux forcés à perpétuité en 1946 au grand désarroi des associations de résistants et déportés.



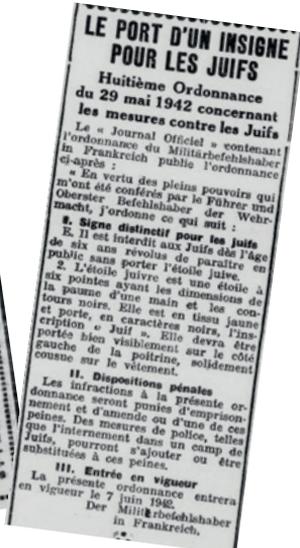
LA DÉPORTATION DES JUIFS

1. Articles de presse publiés en juin et juillet 1942 dans la presse locale sur le port de l'étoile jaune.

Grand Écho de l'Aisne, 5 juin et 10 juillet 1942

2. Cours d'instruction religieuse à la synagogue de Saint-Quentin avant la guerre.

Franck d'Almeida



Le travail de recherches mené par Damien Bressolles, professeur d'histoire du lycée Jean Bouin de Saint-Quentin, dans le cadre d'un projet pédagogique avec les élèves de terminale ST2S, récompensé en 2024 par le Prix Annie et Charles Corrin pour l'enseignement de l'histoire de la Shoah, apporte un nouvel éclairage sur cette partie méconnue de l'histoire saint-quentinoise pendant la Seconde Guerre mondiale.

la religion juive et instaure le recensement des personnes définies par ces critères. À partir du 3 octobre 1940 la loi française exclut les Juifs de certaines professions, liste élargie en juin 1941. Puis des ordonnances allemandes interdisent aux Juifs la fréquentation des lieux publics (juillet 1941). C'est ainsi que les autorités allemandes demandent à la municipalité de Saint-Quentin le 10 juillet 1941 de placer à l'entrée de la plage d'Isle une pancarte interdisant son accès aux Juifs. En mai 1942 le port de l'étoile jaune est imposé, obligation peu respectée à Saint-Quentin selon un témoignage.



Comme bon nombre d'habitants, une partie des familles juives de Saint-Quentin quittent la ville en mai 1940. Seules quelques familles restent. D'autres reviendront après l'armistice du 22 juin 1940. Une dizaine sont présentes en 1940.

DISCRIMINATION

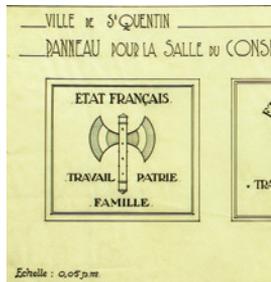
Une politique discriminatoire se met rapidement en place, avec l'ordonnance du 27 septembre 1940 qui énonce les critères d'appartenance à

Parallèlement une cinquantaine de familles sont spoliées de leurs biens dans le cadre de l'aryanisation des biens juifs : biens immobiliers, commerces, entreprises artisanales et industrielles.

LES RAFLES DE 1942

La première rafle saint-quentinoise a lieu du 18 au 20 juillet 1942, au lendemain de la rafle du Vel d'Hiv (16 et 17 juillet), à partir d'une liste de 79 Juifs étrangers dressée pour les départements picards par la *Sipo-SD* de Saint-Quentin et transmise à la gendarmerie française via les services préfectoraux. Sur 16 personnes désignées à Saint-Quentin (8 familles), toutes juives polonaises, 12 sont arrêtées, rassemblées à Laon puis déportées à Drancy le 21 juillet 1942, avant de partir vers Auschwitz le 29 juillet dans le convoi n°12. Deux autres personnes, épargnées temporairement pour raisons médicales,

LA VIE MUNICIPALE SOUS L'OCCUPATION



1. Le Conseil municipal réuni autour de Pierre Seret, 1941.
Société Académique de Saint-Quentin

contre le chômage, d'apurer les comptes des premiers mois du ravitaillement et de le réorganiser, notamment en mettant en place les cartes de rationnement. De son côté, le Secours National, organisme hérité de la Première Guerre mondiale, placé sous l'autorité du maréchal Pétain, distribue 2 700 rations journalières de soupe populaire en avril 1941.

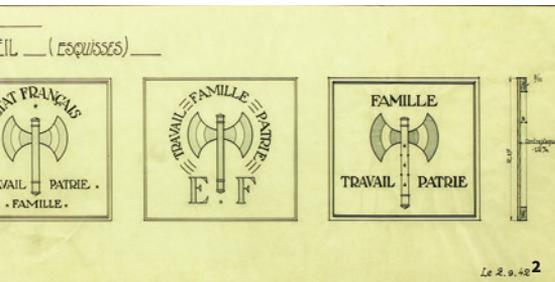
Fin juillet 1940, les relations se tendent entre la commission municipale et le sous-préfet réinstallé, chargé de la collaboration entre l'administration et les autorités allemandes. Finalement, refusant la réintégration imposée par le sous-préfet des conseillers municipaux ayant quitté la ville le 17 mai 1940, et n'offrant pas la pleine collaboration attendue, la commission municipale est dissoute le 13 août 1940, remplacée par une délégation spéciale à la tête de laquelle est nommé, malgré ses trois refus successifs, Pierre Seret, assisté seulement de deux conseillers qu'il choisit personnellement, Charles Galiègue et Henri Petit. À partir du 17 mai 1941, il est assisté par un nouveau conseil municipal composé de 19 membres désignés par la préfecture, à partir d'une liste proposée par Pierre Seret.

LA MUNICIPALITÉ DE PIERRE SERET

Il incombe au nouveau maire d'aider au redémarrage économique par la réouverture des usines et des commerces, par la mise en place de travaux d'intérêt général pour lutter

En 1942, les lycées réouvrent. Quelques monuments urbains sont envoyés à la fonte pour soutenir l'effort de guerre allemand. Des terrains de sports sont implantés en plusieurs lieux de la ville, suivant la politique sportive de Vichy. Une maison des jeunes, pour accueillir le mouvement des « Jeunes du Maréchal », est inaugurée en octobre 1942.

Depuis octobre 1941, le Palais de Fervaques est le siège de la préfecture régionale (la Région de Laon), nouvelle institution née du regroupement des départements de l'Aisne, de la Somme, de l'Oise et des Ardennes en août 1941. En mai 1942, une école de police régionale s'installe dans l'école Camille-Desmoulin, chargée de former les gardiens de la paix qui peu à peu intègrent la police d'État qui se substitue aux polices municipales (le 1^{er} janvier 1943 à Saint-Quentin). Un commissariat central est aménagé, 43 rue du Gouvernement, duquel dépendent les commissariats d'arrondissement, à l'hôtel de ville, au faubourg d'Isle, et 13 rue Charles Picard, près du siège du *Sipo-SD*, ou *Gestapo*. Surnommée *la mobile*, cette nouvelle police, composée de



2. Projet de panneaux pour la salle du Conseil municipal, ornés d'une francisque, insigne du Maréchal de France, 2 septembre 1942.

Archives municipales et communautaires de Saint-Quentin

3. Le portrait du Maréchal Pétain dans le grand escalier du Palais de Fervaques occupé par la préfecture régionale.

Archives municipales et communautaires de Saint-Quentin

2 commissaires et 20 enquêteurs, rayonne au-delà de Saint-Quentin. Enfin, une police judiciaire est créée à Saint-Quentin, 12 rue des Bouchers.

Avec l'arrivée de Pierre Laval au gouvernement le 18 avril 1942, une politique dure de collaboration est imposée. Les partis politiques et groupements collaborateurs s'immiscent dans la vie publique. Les premières attaques contre la municipalité se font par des insinuations, des rumeurs publiques, des articles de presse. En décembre 1941, l'Union Populaire de la Jeunesse Française, avec l'appui du Parti Populaire Français et de la *Kommandantur* demande la réquisition du magasin d'un commerçant israélite au maire, qui refuse, et qui secrètement diligente une enquête de la police municipale sur les dirigeants locaux de l'UPJF et du PPF. La tension monte. Les groupes collaborationnistes, de plus en plus visibles à partir de fin 1942, attaquent régulièrement la municipalité en place, notamment le Parti Populaire Français et le groupe Collaboration présidé par Émile Delhaye, conseiller municipal de 1929 à 1940, adjoint au maire en 1935-1940. Il est proche des autorités allemandes. Entrepreneur de travaux, il exécute de nombreux chantiers d'aménagement dans des locaux réquisitionnés. Par ailleurs, il s'illustre en août 1941 en sauvant de la noyade un soldat allemand tombé dans le canal, devant ses ateliers, quai Gayant, et obtient en remerciement la libération d'un membre de sa famille d'un *stalag*, sur l'ordre même d'Hitler, selon la presse locale.



LA MUNICIPALITÉ D'ÉMILE DELHAYE

Le bombardement du 13 décembre 1942, qui provoque la mort de 9 civils dans le secteur de la gare SNCF, est l'occasion pour Émile Delhaye d'attaquer Pierre Seret, qui a ignoré le dépôt de gerbe du Parti Populaire Français lors de la cérémonie funèbre organisée devant l'hôtel de ville. Reprochant par tracts interposés la mauvaise gestion des secours à la municipalité, le PPF demande la démission du conseil municipal, soutenu par la préfecture jugeant qu'il « *ne peut pas garantir une collaboration correcte* ». Pierre Seret démissionne le 15 mars 1943, soutenu par ses conseillers qui en font de même. Une délégation spéciale est instituée le 15 avril 1943, présidée par Émile Delhaye assisté de 5 membres, puis par un conseil municipal de 20 conseillers. Après la mort d'Émile Delhaye le 2 avril 1944, abattu le 31 mars 1944 probablement par deux résistants de la région de Guise, Pierre Michel, ancien militaire surnommé le Commandant Michel, reprend la direction de la municipalité, jusqu'à la Libération.

LE SERVICE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE



1

Dès les premières années de l'occupation, les autorités allemandes essayent d'attirer la main d'œuvre des pays occupés en Allemagne, pour participer à l'effort de guerre et remplacer la main d'œuvre allemande mobilisée, lui promettant de bonnes conditions de vie et des salaires attractifs. À Saint-Quentin, une agence de placement ouvre dès juin 1941, sans grand succès.

LA RELÈVE

Pour répondre aux nouvelles exigences allemandes, le gouvernement de Vichy met en place La Relève en juin 1942 qui prévoit la libération d'un prisonnier français en Allemagne en échange du départ volontaire de trois ouvriers. Certains partent volontairement, des hommes mais aussi quelques femmes à la recherche d'un emploi, d'un meilleur salaire, de meilleures conditions de vie. Puis en septembre 1942 le gouvernement met en place une conscription obligatoire. Cette réquisition forcée s'illustre à Saint-Quentin par la convocation d'ouvriers à l'hôtel de ville en octobre 1942, sous le contrôle de la *Feldkommandantur*, et la création 9 rue du Gouvernement d'un centre d'entr'aide aux travailleurs français en Allemagne. Le 15 octobre 1942, une centaine d'ouvriers sont incités à signer un contrat d'engagement, contre le versement d'une prime de 1 000 francs. Ils sont 800 de la région saint-quentinoise à être rassemblés le 29 octobre au Palais de Fervaques (une centaine d'entre eux s'échappent par les fenêtres du

1. Carte de travailleur de Jacques Bourit, réquisitionné pour le STO, et photographie prise avec d'autres ouvriers à Berlin, 1943.
Coll. Bourit-Savarre

2. Diverses affiches de propagande envoyées à la Ville de Saint-Quentin pour affichage.
Archives municipales et communautaires de Saint-Quentin

palais !), parmi lesquels 223 signent un contrat de départ pour l'Allemagne, sur les 300 attendus. Le 10 novembre suivant, sur 507 convocations envoyées, une cinquantaine d'hommes sont retenus, parmi lesquels 31 acceptent de signer. Le 13 novembre 1942, la presse locale célèbre le 1 000^e ouvrier de la région saint-quentinoise parti pour l'Allemagne, à Berlin. 250 000 ouvriers français seraient partis.

L'ORGANISATION TODT

Parallèlement des ouvriers sont requis pour les chantiers de l'organisation Todt (Saint-Nazaire, Cherbourg, mais aussi dans l'Aisne), notamment pour les travaux de construction du mur de l'Atlantique. Le 22 janvier 1943, 50 Saint-Quentinois sont convoqués en gare de Tergnier. Le 1^{er} février, une centaine sont attendus à Laon pour partir vers Saint-Nazaire : seulement 11 se présentent. Le 19 février, une commission allemande tente de procéder au recrutement de 200 Saint-Quentinois au Palais de Fervaques. Au total, sur 655 Saint-Quentinois convoqués entre janvier et mai 1943 pour les chantiers de l'organisation Todt, combien sont-ils réellement à être partis ?

LE SERVICE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE

Début 1943, les premiers revers militaires allemands engendrent une hausse de la mobilisation des ouvriers allemands et un besoin accru de main d'œuvre étrangère en Allemagne.



Pour répondre aux nouvelles exigences, le gouvernement français institue le 16 février 1943 le Service du Travail Obligatoire, le STO, mobilisant les jeunes hommes nés entre 1920 et 1922. Sur 608 jeunes hommes âgés de 21 à 23 ans, 313 sont convoqués.

Début mars 1943, le maire Pierre Seret proteste vivement. Selon lui, 1 526 Saint-Quentinois ont été requis dans le cadre du STO, alors que 1 100 militaires sont encore dans les *stalags* allemands. Effectivement, du 10 août 1942 au 2 mars 1943, 1 213 ouvriers saint-quentinois auraient perçu la prime d'équipement de 1 000 fr attribuée aux partants, auxquels s'ajoutent ceux partis avant, et ceux ne réclamant pas leur prime. De mai à septembre 1943, les hommes continuent de partir pour l'Allemagne en plusieurs vagues, par centaines.

En septembre 1943, 300 maires sont rassemblés par les autorités allemandes et préfectorales à la Société Industrielle de Saint-Quentin, rue Raspail, pour leur demander de désigner eux-mêmes les ouvriers pour l'Allemagne. Cinq d'entre eux qui s'y opposent ouvertement, dont le maire de Gauchy, sont internés au camp de Royallieu, près de Compiègne. Parallèlement les recrutements pour les chantiers Todt s'intensifient à l'automne 1943. 300 Saint-Quentinois sont convoqués à l'hôtel Terminus pour partir le 1^{er} octobre dans la Somme, sans doute pour la construction des défenses côtières.

À Saint-Quentin, sur 1 500 hommes requis, 500 auraient été réfractaires lors de leur réquisition ou auraient fui le STO lors d'une permission. Ces réfractaires prennent le maquis (un quart à l'échelle nationale), partent par l'Espagne rejoindre les Forces françaises libres, ou se cachent dans leur famille plus ou moins proche de leur domicile...

On peut estimer à une trentaine le nombre de Saint-Quentinois morts en Allemagne dans le cadre du STO (25 à 35 000 à l'échelle nationale), tués principalement dans les bombardements des usines où ils travaillaient, mais aussi morts de maladie, d'accidents du travail, ou parfois victimes de mauvais traitements.

Leur retour en France fut difficile. Dès le 15 avril 1945, dans la presse locale, les services préfectoraux appellent à la méfiance à l'égard de ces « *retrants d'Allemagne* » parmi lesquels peuvent se trouver des travailleurs volontaires partis « *se mettre au service de la machine de guerre allemande* », et demandent que leur arrivée soit signalée aux autorités.

Se voyant reprocher leur non-désobéissance, les requis du STO ont longtemps été rejetés sur le plan mémoriel. Ils n'obtiennent une reconnaissance officielle que par le décret du 16 octobre 2008 leur octroyant le statut de « *victimes du travail forcé en Allemagne nazie* ». Mais la dénomination de déportés du travail leur est refusée.

COLLABORATION ET ÉPURATION



1

La collaboration, qui se met en place entre l'État et les autorités allemandes dès l'armistice du 22 juin 1940, prend différentes formes localement, que ce soit à l'échelle administrative, politique, policière et économique...

La Milice française, créée en France en janvier 1943, s'installe à Saint-Quentin avenue Faidherbe, dans la Maison du Peuple. Ses agents apportent leur aide aux différents organes de la police allemande, traquant les résistants, les réfractaires au STO, les Juifs... Elle dispose d'une franc-garde, unité paramilitaire formée pour le combat. Les miliciens locaux sont renforcés en janvier 1944 par le groupe Paris mobile surnommé la « *brigade des Parigots* », une douzaine de miliciens venus de la capitale pour renforcer la traque des mouvements de résistance. La plupart des miliciens saint-quentinois quittent la ville mi-août 1944 pour se réfugier à Nancy, via Paris.

Différents partis politiques et autres organismes collaborationnistes s'implantent : le Parti populaire français (PPF) rue Emile-Zola, le Rassemblement national populaire (RNP), le groupe Collaboration, la Légion des volontaires français contre le bolchévisme (LVF) rues Croix-Belle-Porte et Saint-André, le Comité ouvrier de secours immédiat (COSI), l'Union Populaire de la Jeunesse Française rue Villebois-Mareuil, le Centre social des jeunes...

1. Correspondances du PPF, de la LVF, du COSI, tract de la LVF.

Archives municipales et communautaires de Saint-Quentin

2. Scène présumée d'arrestation par des résistants de collaborateurs, conduits à l'hôtel de ville, le 3 septembre 1944.

Extrait de film, D.R.

3. Femmes tondues sur le parvis du théâtre, le 3 septembre 1944.

Société Académique de Saint-Quentin

S'ajoutent les différentes administrations et forces de l'ordre au service du gouvernement de Vichy et de sa politique collaborationniste : la préfecture régionale au Palais de Fervaques, les forces de police, de gendarmerie ou encore les gardiens du groupe mobile de réserve, les GMR, force de police créée en 1941 et installée à Saint-Quentin en 1943, toutes ces forces étant dirigées par l'intendant régional de police à Fervaques.

À la Libération, à Saint-Quentin, il n'y aurait pas eu d'épuration sauvage ou « extra-judiciaire », bien que la mort d'un agent de l'office du travail le soir du 2 septembre 1944 pose question. Plusieurs femmes, moins d'une dizaine, ont la tête rasée le 3 septembre suivant sur le perron du théâtre municipal ou dans leur rue, à qui l'on reproche principalement leurs relations intimes avec l'occupant, la *collaboration horizontale*, victimes expiatoires d'une population vengeresse après plus de quatre années d'occupation.

Dans son 2^e numéro paru le 6 septembre 1944, le journal de la libération *L'Aisne Nouvelle* en appelle à la punition des traîtres, mais aussi la prudence, refusant la justice expéditive et la vengeance individuelle. Le comité local d'épuration instauré à la hâte par les résistants est remplacé mi-septembre par la Commission d'épuration de l'arrondissement de Saint-Quentin nommée par le préfet de l'Aisne, constituée de 9 membres issus des différents groupes de résistance. Elle a pour mission « de recueillir et d'examiner les faits de collaboration



avec l'ennemi afin de les porter devant le parquet ». Elle siège au Palais de Fervaques à partir du 21 septembre 1944, ne recevant que les déclarations écrites et signées par leurs auteurs.

Les principales arrestations ont été immédiates : le sous-préfet, le maire, le président de la chambre de commerce, des chefs d'entreprise, des responsables des organismes sociaux et politiques liés au régime de Vichy... Le 15 septembre 1944, *L'Aisne Nouvelle* publie une liste de 138 personnes emprisonnées. Les jours suivants, les arrestations de policiers, de gardes mobiles, de miliciens, de commerçants... se poursuivent. À sa dissolution, le 20 novembre 1944, la commission a transmis 192 dossiers à la cour de justice de l'Aisne et 88 au tribunal militaire, tandis que 160 personnes ont été remises en liberté. La commission de Saint-Quentin propose 16 condamnations à mort, 45 peines de prison et 47 peines d'indignité nationale.

La cour de justice de l'Aisne à Laon, dont la première session ouvre le 17 novembre 1944, cesse de fonctionner le 1^{er} décembre 1945, remplacée par celle de la Somme à Amiens. Une douzaine d'agents français de la *Sipo-SD* de Saint-Quentin, ayant sévi dans tout le département, sont condamnés à mort. Ils sont exécutés entre décembre 1944 et juillet 1947, sauf quatre d'entre eux qui voient leur peine commuée en travaux forcés à perpétuité (767 exécutions en France). Plus d'une trentaine de condamnations à mort par contumace sont prononcées à l'encontre

principalement de miliciens saint-quentinois et du groupe Paris mobile en fuite, tandis qu'une dizaine sont condamnés à des peines de travaux forcés. En janvier 1945, la presse locale s'émeut de la libération de « collaborateurs notoires », alors que de son côté le commissaire de la République Pierre Pène intervient en minimisant le nombre des véritables collaborateurs, déclarant que les cas très graves de collaboration, d'intelligence avec l'ennemi et de trahison sont relativement rares, « la plupart des grands coupables » ayant « fui avec leurs maîtres allemands ». Il qualifie les autres de collaborateurs d'opinion ou d'intérêts, qui se sont laissés « abuser par la propagande insidieuse et tenace de Vichy », et qu'il vaut mieux « sanctionner par la confiscation de leurs profits illicites plutôt que par une détention aux frais de l'Etat ». Pourtant, en juillet et septembre 1945, une dizaine d'attentats à l'explosif sont perpétrés contre les domiciles d'industriels et de commerçants saint-quentinois suspectés de collaboration économique.

L'un des derniers grands procès a lieu en mars 1946, avec le jugement de *l'affaire de la Gestapo de Saint-Quentin*, où 6 accusés sont réunis autour de Charles Meurice dit *Charlot-la-terreur*, qui échappe au peloton d'exécution au grand dam des organisations de résistants et de déportés du Saint-Quentinois.

Dans un souci de réconciliation nationale, trois amnisties sont votées de 1947 à 1953, la dernière s'appliquant à la plupart des condamnations.

DES SAINT-QUENTINOIS DANS LES FORCES FRANÇAISES LIBRES

1 & 2. Insignes de la France Libre

D.R.

3. Insigne de l'ordre de la croix de la Libération de D. Divry.

Coll. Musée de la Libération de Paris - Musée du Général Leclerc



1

Après l'appel du 18 juin 1940, le général de Gaulle constitue à partir du 1^{er} juillet, avec 3 000 hommes, les Forces françaises libres, les FFL, regroupant des soldats de l'armée défaite, des civils refusant l'armistice ralliant le général en Angleterre, puis rejoints par des « évadés de France » passant par l'Espagne pour rejoindre l'Afrique du Nord après avoir transité dans les camps de Franco, et plus tard, les réfractaires au Service du Travail Obligatoire.

Les FFL constituent fin 1943 une force militaire de 60 000 à 70 000 hommes regroupant des forces navales (FNFL), aériennes (FAFL) et terrestres, telles que la 1^{ère} brigade française libre (1^{ère} BFL) ou les unités du général Leclerc. Seront reconnus « FFL » tous ceux qui ont rejoint la France Libre avant le 1^{er} août 1943 (ainsi que les membres des réseaux de renseignement), date de regroupement des FFL et de l'Armée d'Afrique au sein de l'Armée française de Libération.

Combien parmi eux y a-t-il de Saint-Quentinois ? Suivant les sources, leur nombre varie entre quarante et soixante hommes et femmes, nés, morts ou ayant vécu à Saint-Quentin, dont une douzaine se sont engagés dès l'été 1940.

DES FFL MORTS AU COMBAT

L'analyse des registres d'état-civil et des noms gravés sur le monument aux morts de la ville permet d'identifier une vingtaine de Saint-

4. Émile Dehon - Insigne d'aumônier.

D.R.

5. Daniel Divry et son insigne de la 2^e DB.

Coll. Musée de la Libération de Paris - Musée du Général Leclerc

6. Raymond Appert - Insigne AEF Somalie.

D.R.

Quentinois qui ont perdu la vie dans leur engagement au sein des troupes de Libération, sur les différents théâtres d'opération entre 1942 et 1945.

Ainsi, René Dagan, soldat du 1^{er} bataillon d'infanterie de marine, meurt en Méditerranée au large des côtes grecques Pylos-Navarin à bord du bateau italien Nino Bixio transportant des prisonniers capturés à la bataille de Bir Hakeim, torpillé par un sous-marin britannique le 17 août 1942. Trois autres matelots meurent en mer, Jean Idé, matelot canonnier à bord de la corvette Mimosa torpillée par le sous-marin U-124 au large de Terre-Neuve le 9 juin 1942, Robert Chassaing dont le patrouilleur auxiliaire Sergent Gouarne est torpillé par le sous-marin U-755 le 26 mars 1943, et Marcel Forêt, matelot du pétrolier Lot, torpillé en Atlantique nord par le sous-marin U-572 le 22 juin 1943.



2

Deux Saint-Quentinois perdent la vie lors de la campagne d'Italie : Gustave Leroy, adjudant au 5^e régiment de tirailleurs marocains, tué au combat à Santa Maria di Oliveto près de Monte Cassino le 25 janvier 1944, et André Dragon, du 2^e régiment de spahis algériens, mort au combat à Valmontone, aux portes de Rome, le 9 juin 1944.

Débarqués en Italie ou en Provence, d'autres Saint-Quentinois vont perdre la vie dans la libération du territoire français, tels que



Jean Mercier, soldat du 13^e régiment de tirailleurs sénégalais tué à Neuchâtel dans le Doubs le 20 septembre 1944, Paul Marchi, soldat du 3^e régiment d'artillerie de campagne, tué à Strasbourg le 24 novembre 1944, Armand Bernoville, du 2^e bataillon de zouaves, tué près de Mulhouse le 26 novembre 1944, Jean Gibert, du 3^e bataillon de chars de combat de la France libre tué à Obernai (Haut-Rhin) le 27 janvier 1945, et Paul Letuppe, soldat du 21^e régiment d'infanterie colonial, mort des suites de ses blessures à Mulhouse le 2 février 1945, alors qu'il n'avait pas encore atteint sa 18^e année, faisant de lui le plus jeune soldat saint-quentinois tué au cours de cette guerre.

Aux portes de la victoire, franchissant le Rhin, d'autres perdent la vie sur le territoire allemand. Le capitaine Alexandre Marcel Sart du 20^e bataillon de chasseurs alpins tombe le 10 avril 1945 en Forêt Noire. Alphonse Claisse, soldat du 1^{er} régiment de spahis algériens est tué au combat à Willstätt le 17 avril 1945, et Pierre Joubé, canonnier au 2^e régiment d'artillerie de campagne du Levant, est tué au combat en Forêt Noire à Bad Durrheim le 25 avril 1945, à quelques jours de de la capitulation allemande.

Enfin, deux aviateurs perdent la vie. Robert Galiègue, officier pilote des équipages de la flotte, meurt dans un accident d'avion le 17 juillet 1944 lors d'un vol d'entraînement aux USA, tandis que Georges Flament, adjudant mitrailleur du groupe de bombardement 1/25 rattaché à la *Royal*

Air Force, est abattu par la DCA le 8 août 1944 au-dessus de Lumbres, dans le Pas-de-Calais.

LES FFL COMPAGNONS DE LA LIBÉRATION

Parmi les FFL on compte trois Compagnons de la Libération natifs de Saint-Quentin, membres de l'ordre de la Libération créé en 1940 par le général de Gaulle et récompensant 1 038 personnes physiques, 18 unités militaires et 5 communes.

Raymond Appert (1904-1973), officier de carrière à Djibouti au début du conflit, refusant l'armistice dès le 17 juin 1940, rejoint Londres avant de se charger du ralliement du Somaliland et de constituer le régiment d'Afrique équatoriale française et Somalie, qui s'illustre notamment dans les combats des poches de l'Atlantique.

Daniel Divry (1912-2001), participant à la campagne de Norvège, engagé dans les FFL le 1^{er} juillet 1940 affecté à la 1^{ère} compagnie de chars des FFL, est le premier officier de la 2^e DB à débarquer en France en juin 1944.

Émile Dehon (1900-1995), missionnaire catholique au Cameroun, engagé dès juillet 1940 dans les FFL aux côtés du commandant Leclerc, est aumônier successivement du régiment de tirailleurs du Cameroun, de la 2^e DB, et du régiment de marche du Tchad.



MAURICE CÉSAR ET LE RAID DE DIEPPE

1. Maurice César (en haut à gauche) et la 1^{ère} compagnie des fusiliers marins à l'entraînement en avril 1942.

D.R.

2. Maurice César (à gauche) en stage commando à Achnacarry, en Écosse, en février-mai 1942.

Coll. Imperial War Museum

3. Maurice César lors de la revue de la 1^{ère} Troop par le Général de Gaulle à Londres le 14 juillet 1942.

D.R.



Né en 1911 à Saint-Quentin, engagé volontaire en 1931 dans la marine comme canonier, Maurice César s'engage dans la légion étrangère en décembre 1934. Maintenu sous les drapeaux en raison de la mobilisation générale, il est envoyé à Beyrouth en mars 1940, avant de rallier les Forces françaises libres le 22 juillet 1941 à Londres.

Il intègre alors la 1^{ère} compagnie de fusiliers marins, fondée en mars 1941 par le lieutenant Philippe Kieffer. En février-mai 1942, il suit un stage d'entraînement à Achnacarry en Écosse où il se voit délivrer le fameux béret vert des commandos de marine. Le 5 avril 1942, il se marie à Londres.

Parmi les 50 premiers commandos français constituant la 1^{ère} Troop du commando n°10 interallié, Philippe Kieffer désigne quinze hommes, dont Maurice César, pour rejoindre 6 000 Canadiens et Britanniques dans l'opération *Jubilee*, le raid de Dieppe du 19 août 1942. Ce raid est un échec, se soldant par la mort ou la capture de plus de 3 000 hommes. Au soir du 19 août, le quartier-maître

Maurice César est fait prisonnier. Le 20 août, il s'évade du train qui le conduit vers les *stalags* allemands. Caché durant un mois dans une ferme, il rejoint ensuite Évreux, Bagnolet, Paris puis retourne à Saint-Quentin.

En novembre 1942, il décide de repartir pour l'Angleterre, pris en charge en mars 1943 par la filière d'évasion des aviateurs alliés abattus en France, le réseau *Comète*. Il passe en Espagne par Saint-Jean-de-Luz puis rentre en Angleterre depuis Gibraltar le 6 juin 1943, où il retrouve son épouse.

Cité à l'ordre de la marine de la Grande Bretagne le 18 novembre 1942, il reçoit sa décoration le 14 juillet 1943, en compagnie de trois de ses camarades du raid de Dieppe. Maurice César ne participera pas au débarquement du 6 juin 1944. Lassé d'attendre le retour au combat, il quitte l'armée pour la marine marchande fin 1943 ou début 1944. Il est décoré de la Croix de guerre étoile d'argent et de la Médaille des évadés en 1947. Établi en Angleterre, Il y décède en 1987, dans le comté de Cambridgeshire.



JEAN LÉTANG

HÉRO DU 6 JUIN 1944



4. Portrait de Jean Létang figurant sur sa tombe à Saint-Quentin.

Ville de Saint-Quentin, direction du Patrimoine, F. Pillet

5. Jean Létang parmi les 75 hommes de la Troop 8 à Achnacarry en Écosse, juillet 1943.

Musée de la Libération de Paris - Musée du Général Leclerc

6. Portrait de Jean Létang en tenue de commando, 1943-1944.

D.R.

Jean Létang naît en 1921 à Hautmont près de Maubeuge. Peu de temps après sa naissance, sa famille retourne à Saint-Quentin, faubourg Saint-Jean, qu'elle avait quitté lors de l'exode de mars 1917. Le 17 mai 1940, Jean Létang, alors âgé de 19 ans, prend la route de l'exode sans sa famille, en compagnie d'un camarade, Jean Idé. En juillet 1940 ils sont dans le Finistère, à Leuhan, cherchant probablement à rejoindre la côte pour s'embarquer.

Jean Létang s'engage dans la marine nationale à Casablanca en juillet 1940 avant de rejoindre le 2^e bataillon de fusiliers marins le 25 août 1940 à Londres, d'où il est envoyé en octobre 1940 au Cameroun, puis au Liban en novembre 1941. Lorsque son bataillon est dissout, le 12 mars 1943, Jean Létang fait le choix de rejoindre l'Angleterre pour intégrer le 1^{er} bataillon de fusiliers marins commandos de Philippe Kieffer. Il suit l'entraînement des bérets verts à Achnacarry en Écosse en juin-juillet 1943 puis intègre la Troop 8 du commando n°10 interallié, renforçant la Troop 1 que Maurice César quittait au même moment. Peut-être se sont-ils rencontrés...

Les 26 et 27 décembre 1943, Jean Létang participe à une première opération, *Hardtrack 28*, sur l'île de Jersey. Puis arrive le jour J, le débarquement de Normandie. 176 commandos français dirigés par Philippe Kieffer débarquent le 6 juin à 7 heures 32, à *Sword Beach*, l'une des cinq plages du débarquement. Parmi eux, vingt sont tués pendant la campagne de Normandie, dix le 6 juin 1944.

La Troop 8 a pour objectif le casino de Riva-Bella à Ouistreham. Au cours de l'opération Jean Létang est atteint par un éclat d'obus de mortier qui fait exploser l'une de ses grenades, lui arrachant un bras. Il succombe à ses blessures dans les dunes. Jean Létang allait avoir 23 ans, le 14 juin.

Inhumé dans le cimetière britannique d'Hermanville-sur-Mer, ce n'est probablement qu'en février 1949 que sa mère découvre le parcours héroïque de son fils, près de 9 ans après son départ sur les routes de l'exode. Elle fait alors procéder à l'inhumation de Jean le 27 avril 1949 à Saint-Quentin, au cimetière Nord.



LA RÉSISTANCE



1

Le 2 mai 1941, la presse locale met en garde les jeunes gens contre « l'agitation gaulliste » et la tentation de faire des actions clandestines contre les autorités allemandes ou de s'embarquer depuis le littoral vers les ports britanniques. Le 23 mai suivant, il est rappelé l'interdiction d'apposer des graffiti sur les façades à la craie ou à la peinture. Mais les inscriptions gaullistes et communistes se multiplient durant l'été. En novembre 1943, des croix de bois, probablement des croix de Lorraine, sont déposées la nuit face aux halles, sur le marché couvert. Régulièrement des panneaux indicateurs sont détruits ou maculés de goudron.

LES RÉSEAUX DE RÉSISTANCE

À partir de 1942, de petits groupes de résistance s'organisent, notamment ceux de l'industriel M. Touron, de Paul Durant aux E^{ts} métallurgiques Boyer, de Paul Goyer aux côtés de Louis Laucher et Marius Delmaere, le réseau de renseignement *Mithridate* de Jean, Simone Vandrebek et Marius Piton...

1. La médaille de Compagnon de la Libération d'Arnaud Bisson.

Bernard Bétermin

2. Le maquis de la Coupille à Saint-Algis.

D.R.

3. Claude Mairesse

D.R.

4. Eugène Corrette

D.R.

5. Arnaud Bisson

D.R.

6. Henriette Cabot

Coll. Croix Rouge

7. Yolande Beekman

D.R.

8. Gustave Biéler

D.R.

9. Marthe Lefèvre

Société Académique de Saint-Quentin

10. André Baudez

Musée de la Résistance et de la Déportation de Picardie

Sous l'impulsion de Pierre Pène, futur commissaire de la République à la Libération, Claude Mairesse, médecin saint-quentinois, engagé au sein de l'Organisation civile et militaire en décembre 1941 (OCM, mouvement de notables, hauts fonctionnaires et médecins), se charge de l'organisation du réseau de résistance de l'arrondissement de Saint-Quentin. Réfugié à Paris depuis 1943, il est arrêté à Paris le 5 avril 1944, incarcéré à Fresnes, puis à Saint-Quentin et Compiègne-Royallieu, avant de mourir le 2 juillet 1944 à Reims dans le train qui le déportait vers l'Allemagne. Eugène Corrette, instituteur directeur de l'école Paringault, chargé en 1943 par Claude Mairesse de mettre en place des groupes de combat, prend la tête de l'OCM au départ de Mairesse pour Paris. Il est secondé par Louis Laucher, Pierre Leporc, Marius Piton, Louis Bachy, Jacques Braconnier, Jean Absil, Pierre Bry...

Pour l'organisation des parachutages d'armes, les groupes de résistants comptent sur le Bureau des opérations aériennes, le BOA, dirigé depuis juillet 1943 par Arnaud Bisson, auparavant chef des opérations aériennes de l'Oise qu'il avait dû quitter avec sa famille pour se cacher à Saint-Quentin. Il fixe son Q.G. rue de l'Épargne, chez l'institutrice de l'école Theilliers-Desjardins toute proche, Mme Bouvart, avant de le transférer en avril 1944 à Saint-Algis, au maquis de la Coupille. Il est abattu le 30 juin 1944 à Sains-Richaumont au cours d'un transport d'armes. Lui succède à la tête du BOA Edmond Bricout, futur député de l'Aisne (1951-1973). Louis Laucher et son épouse Marthe Ravon, membres du BOA, sont arrêtés en juin 1944,





déportés en Allemagne, où ils meurent à Freising le 19 mai 1945 et Ravensbrück le 28 février 1945.

D'autres mouvements de résistance sont actifs dans le Saint-Quentinois. Les Francs-Tireurs Partisans, d'obédience communiste, actifs à Tergnier, Chauny, Guise, sont moins représentés à Saint-Quentin. Ils comptent toutefois plusieurs membres dans la ville parmi lesquels Robert Guézou, arrêté le 20 octobre 1942, mort à Buchenwald en juillet 1945, Émile Pierret, chef de groupe, maire de la ville à la Libération, Paul Moniot... En revanche les FTP sont très actifs au nord de Saint-Quentin au sein des groupes Cathala, La Corse et Gabriel Piéri, menant de nombreux sabotages ferroviaires autour de Saint-Quentin.

Le mouvement d'obédience socialiste Libération-Nord s'implante aussi dans le Saint-Quentinois, notamment grâce à André Baudez, nommé chef d'exploitation SNCF de l'arrondissement de Saint-Quentin en août 1942, qui entre en résistance dans le réseau Castille, avant d'être arrêté le 8 mars 1944, interné au camp de Compiègne-Royallieu puis déporté en Allemagne où il décède le 1^{er} mai 1945, à Bergen-Belsen.

Ces groupes de résistants peuvent compter sur le réseau de renseignements britanniques *Musician Tell*, mis en place par le Canadien Gustave Biéler, appelé le Commandant Guy, membre des services secrets britanniques, le SOE, parachuté dans le Loiret en novembre

1942, avant de rejoindre Saint-Quentin le 7 avril 1943. Il est secondé à partir de septembre par l'Anglaise Yolande Beekman, son opératrice radio, hébergée par Marthe Lefèvre, institutrice retraitée, engagée comme agent de liaison. Le 14 janvier 1944, Gustave Biéler et Yolande Beekman sont arrêtés au Moulin Brûlé, avec les tenanciers de café, les époux Georges et Germaine Texier, par Friedrich Bauckloh et les agents de la *Sipo-SD*. Une trentaine d'autres arrestations suivront. Yolande Beekman est fusillée le 13 septembre 1944 à Dachau, Guy Biéler est fusillé à Flössenburg le 5 septembre 1944. Marthe Lefèvre, Georges Texier, Roger Lanty, Léandre Mathias, et Marthe Lefèvre meurent en déportation.

Nombreuses furent les femmes engagées dans la Résistance. Henriette Cabot, agent du réseau de renseignements *Mithridate*, apporta de 1941 à 1944 tout son soutien aux détenus de la prison de Saint-Quentin d'où elle tire son surnom de Dame des Quatre Boules, aidant à plusieurs évasions, et négociant avec les Allemands la libération des derniers prisonniers en août 1944. D'autres femmes se sont illustrées telles que Valentine Soufflet, employée de Claude Mairesse morte en déportation le 8 mars 1945, Marie-Rose Goyer, agent de liaison et secrétaire de réseau, Odette Gobeaux et Jeanne Ponthieu qui hébergèrent Yolande Beekman, Simone Vandrebek du réseau *Mithridate* et tant d'autres femmes entrées en résistance seules ou aux côtés de leurs amis, maris, frères ou pères.



1. Obsèques du maire Émile Delhaye, avril 1944.
Société Académique de Saint-Quentin



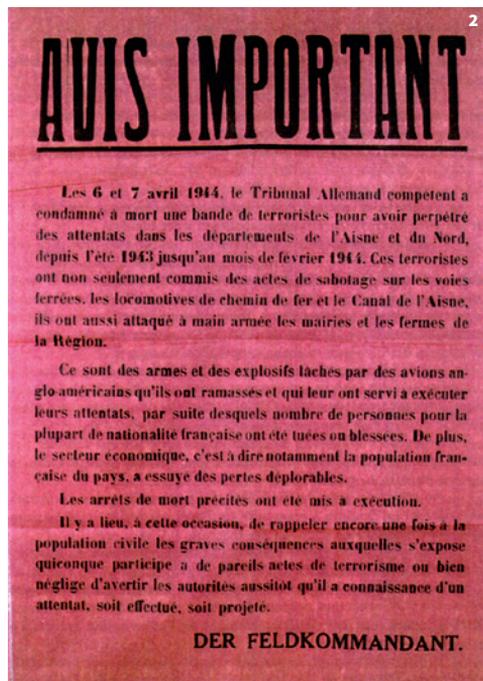
2. Affiche allemande annonçant la condamnation et l'exécution des 27 résistants de la Sentinelle.
Musée de la Résistance et de la Déportation de Picardie

LES FUSILLÉS DE LA SENTINELLE

Quelques jours après la mort du maire collaborateur Émile Delhaye le 2 avril 1944, la pression sur la résistance locale s'accroît. Le 6 avril 1944 les membres du réseau *Musicien Tell* sont déportés. Le même jour et le lendemain, 30 résistants incarcérés à la prison de Saint-Quentin depuis janvier et février 1944 sont jugés par le tribunal militaire allemand FK602 installé pour l'occasion dans la banque Journal, 27 rue d'Isle (actuelle Résidence Tiers Temps), simulacre

de procès où tous sont condamnés à mort, les cercueils ayant été commandés avant même que la sentence ne soit prononcée. Ce sont principalement des résistants FTP, membres des réseaux *Liberté, Jean Catelas, Stalingrad, La Corse, Pierre Sépard*, originaires des communes de Neufchâtel-sur Aine, Fresnoy-le-Grand, Étaves-et-Bocquiaux, Hirson, Busigny, Tergnier, Fargniers, Fourmies, Raismes, Bray-Dunes et Charleville-Mézières.

Le 8 avril, à l'aube, 27 des 30 condamnés sont conduits au stand de tir de la Sentinelle, route de Cambrai, où ils sont fusillés par groupes de quatre, avant d'être inhumés au cimetière Nord. Les trois résistants épargnés sont transférés à Laon où ils sont rejugés, condamnés et fusillés au stand de tir des Blancs Monts le 22 avril 1944.



L'ORGANISATION DU GROUPEMENT A DES FFI

En février 1944 les mouvements de résistance intérieure fusionnent pour constituer les Forces françaises de l'intérieur, les FFI. Le délégué militaire départemental de l'Aisne, le colonel Jean-Marie de Sarrasin, arrive à Saint-Quentin le 13 juin 1944. Se heurtant aux rivalités entre les groupes de résistants, il jette difficilement les bases de l'organisation du département en cinq groupements, un par arrondissement, le 3 juillet 1944. Ils regroupent principalement les forces de l'OCM et de Libération-Nord, ainsi que théoriquement celles des FTP, mais qui en



3. Stand de tir de la Sentinelle photographié par un soldat américain le 14 avril 1945.

William Sanchez-Molina



4. L'une des camionnettes des résistants tués à Fontaine-Notre-Dame.

<https://www.aisne.com/territoire/terre-memoire>

pratique gardent leur autonomie. Eugène Corrette prend la tête du groupement A correspondant à l'arrondissement de Saint-Quentin. Il est subdivisé en 12 secteurs, Saint-Quentin se partageant entre le secteur *140 PC Roland* de Pierre Bry, les secteurs *141 Lucien* et *145 Kallez* de Raymond Trauet et de Jean Léonard au sud de la ville, le secteur *147 Le Négus* de Louis Nectoux au nord-est, et le secteur *148 Jérôme* d'Arthur Blanc au nord-ouest.

Face au manque d'effectifs et d'armement, les missions envisagées sont celles du Plan vert et du Plan tortue (puis Bibendum), la paralysie des réseaux ferroviaires et routiers. Toute action de guérilla est écartée tant que les troupes alliées ne sont pas à proximité immédiate. Mais les difficultés s'accumulent : mort du chef du BOA Arnaud Bisson le 30 juin, attaque du maquis de la Coupille le 7 juillet, arrivée en renfort de 12 miliciens du groupe *Paris mobile* le 9 août, arrestation le lendemain de Paul Goyer, chef-adjoint du groupement A, absence de parachutage... Jean-Marie de Sarrazin considère la situation de la résistance saint-quentinoise au soir du 24 août comme lamentable. Et la situation allait empirer.

EXÉCUTIONS DE RÉSISTANTS ET MASSACRES DE CIVILS

Dans la nuit du 27 au 28 août, un groupe de résistants partis réceptionner un parachutage d'armes à Fieulaine sont interceptés par des soldats allemands stationnés à l'entrée de Fontaine-Notre-Dame. 19 d'entre eux sont

abattus, deux s'échappent. On compte parmi les victimes le chef du groupement A, Eugène Corrette. La nuit suivante, 17 résistants emprisonnés à Saint-Quentin sont conduits vers Péronne en vue d'y aménager un camp de substitution à celui de Compiègne-Royallieu. Refoulés avec leurs prisonniers à Péronne, les soldats allemands stoppent le convoi à Vraignes-en-Vermandois et exécutent 10 des détenus, les 7 autres réussissant à s'échapper à la faveur de la nuit. Le 29 août, cinq résistants sont torturés et exécutés par des soldats et des officiers allemands à Urvillers.

La violence se déchaîne aussi à l'encontre des civils à l'occasion du repli de l'armée allemande. À l'est de Saint-Quentin, à Tavaux et Plomion, des soldats des divisions SS *Adolf Hitler* et *Hitlerjugend* massacrent respectivement 20 et 14 habitants, les 29 et 31 août. D'autres massacres de civils ont lieu dans le Nord de l'Aisne à Gard d'Etreux et La Junière le 2 septembre (36 morts).

Pendant ce temps, dans la nuit du 28 au 29 août les agents allemands et français de la *Sipo-SD*, des miliciens et des Saint-Quentinois collaborateurs quittent la ville dans un convoi de 80 véhicules, en direction de la Belgique via Cambrai. Des colonnes de soldats allemands traversent la ville, réquisitionnant tous les véhicules disponibles, tandis que l'aviation alliée mitraille les routes de Paris, de Vermand, de Cambrai et du Cateau-Cambrésis. Le 29 août, des prisonniers américains capturés près de Soissons sont aperçus en ville. La Libération approche...

LA LIBÉRATION, LE 2 SEPTEMBRE 1944



Les 31 août et 1^{er} septembre 1944, les mitraillages par l'aviation alliée des principales routes autour de Saint-Quentin se poursuivent, tandis que des soldats allemands en déroute se livrent au pillage. Dans les locaux abandonnés de la *Sipo-SD*, rue Charles-Picard, des résistants du secteur *147 Le Négus* et des agents de police mettent la main sur les fusils Lebel que les autorités allemandes avaient confisqué aux Gardes mobiles de réserve, les GMR. Des grenades prises dans des dépôts allemands sont cachées dans le commissariat de police de la rue du Gouvernement et dans la loge du concierge de l'hôtel de ville. Le 1^{er} septembre Jean-Marie de Sarrazin, qui est à Chauny, donne ses ordres aux groupes de FFI pour qu'à l'arrivée des Américains ils prennent possession de la mairie, du Palais de Fervaques, du central de télécommunication de la poste, de l'ancien siège de la Milice à la Maison du peuple.

Après la mort d'Eugène Corrette, le groupement A est commandé par les capitaines Tristan et Beauvais, secondés par Paul Goyer, l'ex-adjoint d'Eugène Corrette capturé le 10 août, qui s'est évadé le 29 août. Deux secteurs FFI sont opérationnels sur Saint-Quentin, le secteur *141 Lucien* commandé par Raymond Trauet qui compte environ 75 hommes, le secteur *147 Le Négus* commandé par Louis Nectoux qui compte un peu moins de 200 hommes, forces auxquelles s'ajoutent des policiers, des Gardes mobiles de réserve et des gendarmes, engagés plus ou moins tardivement dans la

Résistance. Rattachés au réseau de Noyautage des administrations publiques (NAP), Albert Micas prend la tête des gendarmes ralliés, Lucien Danthény celle des forces de police.

L'ENTRÉE EN ACTION

Le 2 septembre, alors que l'on annonce en fin de matinée l'arrivée des Américains à Dallon, deux FFI, le capitaine Pierre Dumont et le brigadier Susson désamorcent les explosifs placés par les Allemands dans l'hôtel des postes et en prennent le contrôle. Le secteur *147 Le Négus*, qui a installé son poste de commandement 120 rue de Mulhouse, reçoit à 14 heures 30 l'ordre d'opérations générales, diffusé par des agents de liaison dans toute la ville. Rallié par le chef du secteur *141 Lucien* et une trentaine de ses hommes, les deux groupes fusionnent à 15 heures 30. Les FFI arrivant au PC reçoivent un fusil Lebel avant d'être assignés à leur poste dans le quadrilatère du boulevard Gambetta et des rues Quentin-Barré, de Mulhouse et Charles-Picard. Un groupe se forme dans la maison du docteur Mathié, 108 boulevard Gambetta, à l'angle de



1. Brassard FFI de Marcel Bugain, maire de Saint-Quentin en 1947-1949.

Archives municipales et communautaires de Saint-Quentin, 17 S

2. Maison du docteur Mathié.

Ville de Saint-Quentin, direction du Patrimoine, F. Pillet

3. Soldats américains du 110^e régiment à Chauny.

Médiathèque de Saint-Quentin

4. Le Commissaire de la République Pierre Pène.

<https://www.ordredelaliberation.fr>

la rue Charles-Picard. Un de ces hommes, Jean Emery, capture sur le boulevard un officier et deux soldats, s'emparant de leurs armes. Les GMR qui rejoignent le PC de la rue de Mulhouse sont affectés à la garde des prisonniers allemands qui seront dirigés vers l'ancien siège de la *Sipo-SD*.

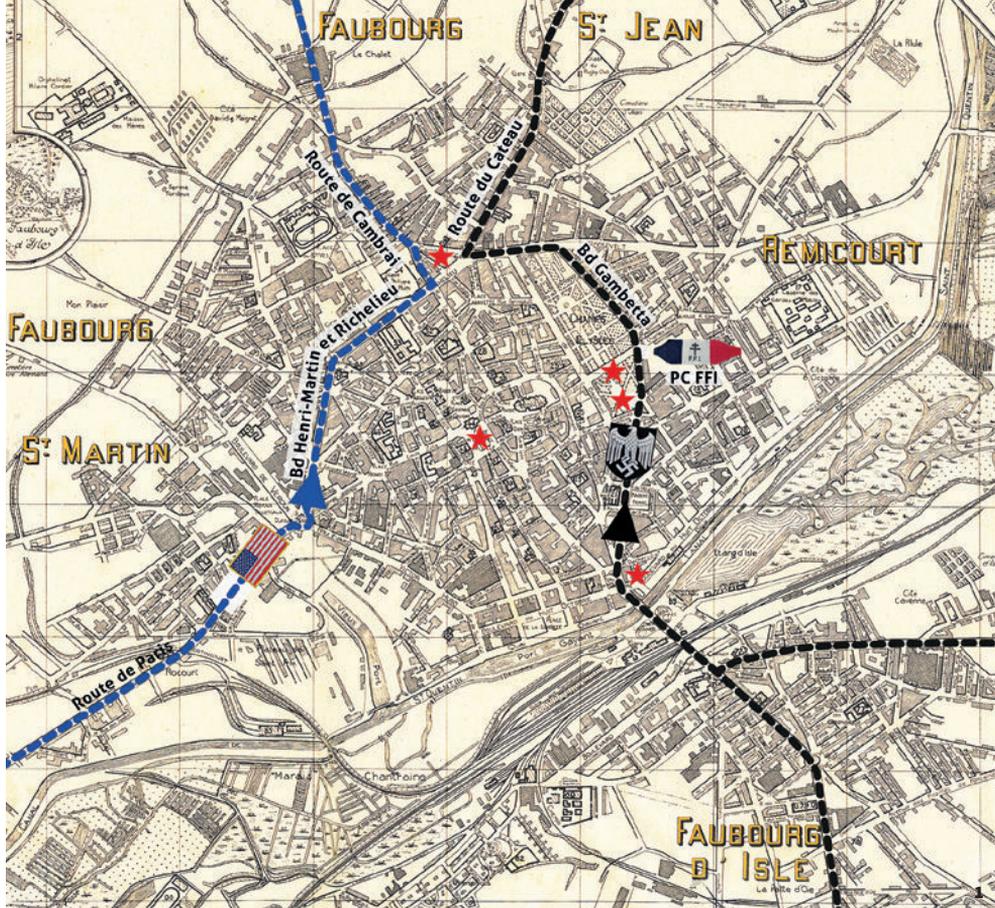
De leur côté, les troupes américaines, précédées par quatre chars, sont arrivées aux portes de la ville depuis Chauny à 15 heures. Elles s'immobilisent à l'Épine de Dallon, leur objectif premier n'étant pas de libérer la ville, mais de gagner au plus vite la route de Cambrai en passant par les boulevards, sans engager le combat. Or des *Panzers* sont signalés sur les routes de Savy et de Vermand. Des hommes du secteur *142 Blaise* à Dallon sont missionnés par les Américains pour capturer des soldats allemands afin d'obtenir des renseignements. Les FFI échangent à cette occasion des tirs avec une automitrailleuse allemande.

Sur la place de l'Hôtel de Ville, une quinzaine de résistants et des infirmières sont occupés à déchirer le drapeau tricolore de l'hôtel de ville pour en faire des brassards que l'on distribue aux personnes présentes. Des coups de feu sont tirés depuis la Basilique, le *Soldatenheim* du café *Le Modern* et l'immeuble Raoul à l'angle de la rue de la Sellerie, provoquant une dispersion. Dans la conciergerie de l'hôtel de ville s'installe le PC d'Albert François Ladevèze, chef d'un groupe du réseau *Alliance*. Il envoie un agent de liaison au-devant des troupes américaines pour demander leur soutien, en vain. Seule une patrouille américaine de reconnaissance



pénètre dans la ville à 16 heures 45, au Palais de Fervaques, où arrive un quart d'heure plus tard le commissaire de la République Pierre Pène, arrivé la veille à Holnon. Il y rencontre le préfet de région vichyste, qui se retire sans résistance. Il est rejoint à 18 heures par Jean-Marie de Sarrazin revenu de Chauny grâce à l'armée américaine à qui il demande le soutien de chars et de canons anti-char, sans résultat.





Entre 17 et 19 heures quelques combats ont lieu, notamment devant le commissariat central 43 rue du Gouvernement, à la défaveur des assaillants allemands, et sur la place de l'Hôtel de Ville, où plusieurs soldats allemands en déroute sont tués, les résistants ne déplorant que des blessés.

LES COMBATS MEURTRIERS DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Dès 17 heures, des échanges de tirs sont entendus autour des Champs-Élysées. À 17 heures 15, un homme du secteur 147 *Le Négus* qui tente de rejoindre son PC, Jean Hauet, est blessé à la cuisse à l'entrée de la rue Quentin-Barré par une rafale de fusil-mitrailleur. Plus tard, un soldat allemand tente de l'achever d'une balle en pleine tête, le blessant à la mâchoire.

À 19 heures, le chef du secteur 147 *Jean Nectoux* décide avec une trentaine d'hommes de faire mouvement aux Champs-Élysées en espérant bloquer les convois allemands se dirigeant

depuis le faubourg d'Isle vers la route du Cateau-Cambrésis. Alors qu'ils décident de se diriger vers la place du Huit-Octobre, les FFI se heurtent à une moto, un canon chenillé et deux chars *Tigre*. Ils sont contraints de se replier dans les tranchées-abris des Champs-Élysées, où un obus tue les FFI Pierre Dumont, Amédée Champion, Henri Gresant, Henri Leguay et René Boulogne. René Dumay, qui tente une riposte à la grenade, est tué à son tour. Les rescapés se replient derrière la Fontaine de Vasson, surnommée *La Vache*. Les FFI Sylvain Lacave, Raymond Yaouang, Armel Emery, Bernardo Roldan, les GMR Roger Billecoq, Serge Vanderclausen, Jean Decrouy et l'agent de police Robert Baudoïn sont tués. Trois autres hommes, Maurice Le Mieux, Guy Lorentz, Philibert Martinage sont tués aux Champs-Élysées. L'opération a coûté la vie à 17 hommes.

L'un des chars *Tigre* prend pour cible le groupe de résistants de la maison Mathié, tirant un obus à travers la porte d'entrée, les occupants sortant miraculeusement indemnes des décombres. Le

1. Déplacements des troupes américaines et allemandes, et lieux de combat des FFI (étoiles rouges) le 2 septembre 1944.

Ville de Saint-Quentin,
Direction du Patrimoine, F. Pillet

2. Troupes américaines à l'entrée de Saint-Quentin, route de Paris, le 2 septembre 1944.

Médiathèque de Saint-Quentin

3. Troupes américaines à l'entrée de Saint-Quentin, en bas de la route de Paris, le 2 septembre 1944.

Médiathèque de Saint-Quentin



blindé, stationnant sur le boulevard Gambetta jusque vers 20 heures, empêche toute nouvelle tentative des résistants. Au même moment, au bord du canal, l'équipe d'une ambulance de la Croix Rouge saint-quentinoise, menacée d'être fusillée, ne doit sa survie qu'à l'annonce affolée de l'arrivée toute proche des *Tommies*. Quelques combats ont lieu au niveau du pont d'Isle à 20 heures 30, un groupe de FFI sous la conduite de Jean Lacoule étant chargé de prendre le contrôle du pont du canal. À la même heure, les cloches de la Basilique annoncent la libération de la cité.

L'ENTRÉE DES AMÉRICAINS DANS LA VILLE

Lorsqu'à 19 heures 30 la colonne américaine s'ébranle en direction de la ville, la population est déjà dense sur les trottoirs de la rue de Paris et des boulevards Henri-Martin et Richelieu que les soldats empruntent pour rejoindre la route de Cambrai. Il s'agit du 110^e régiment d'infanterie de la 28^e division, la *Keystone Division*, celui-là même qui offrait dans l'après-midi du 29 août 1944 un défilé sur les Champs-Élysées aux Parisiens libérés, aux côtés du 112^e régiment. Armes chargées, immédiatement à l'issue du défilé à Paris, ils avaient repris la route pour libérer le nord de la France.

À la tête de la colonne américaine, sur des chars, sont perchés Jean Frydman, Ernest Appenzeller et Philippe Kohn, trois évadés du convoi n°79, dernier train organisé par le chef du camp de

Drancy, Aloïs Brunner, pour déporter des Juifs vers les camps d'extermination. À la faveur d'un ralentissement en gare de Saint-Quentin le 21 août, 27 des 51 déportés juifs avaient pu sauter du train à Morcourt. Certains, cachés dans la clinique saint-quentinoise du docteur Hébert, 9 rue Anatole-France, entrent en contact avec la Résistance saint-quentinoise, Jean Frydman et Ernest Appenzeller partant au-devant de l'armée américaine trois jours avant la libération pour prendre contact et renseigner l'armée américaine.

Au niveau de la place Crommelin, obscurcie par des fumigènes, à la jonction des routes de Cambrai et du Cateau-Cambrésis, les troupes américaines et allemandes sont au plus proche. La colonne américaine quitte le boulevard Richelieu au niveau de l'actuelle rue Albert-Thomas, pour prendre la route de Cambrai. Les soldats allemands passent du boulevard Roosevelt à la route du Cateau-Cambrésis par la place. Un accrochage meurtrier a lieu à 20 heures 30 à l'arrivée des Américains,

3





1, 2 & 3. Place de l'Hôtel-de-Ville le 3 septembre 1944.

Médiathèque de Saint-Quentin

4. La Une du 1^{er} numéro du journal *L'Aisne Nouvelle*, le 3 septembre 1944.

Médiathèque de Saint-Quentin

5. Défilé de FFI devant les anciennes halles, rue Victor-Basch, 3 septembre 1944.

Médiathèque de Saint-Quentin

6. Cérémonie funéraire en hommage aux victimes de la Libération, 6 septembre 1944.

Médiathèque de Saint-Quentin

impliquant aussi des FFI du secteur *141 Lucien* qui n'avaient pu rejoindre le PC de la rue de Mulhouse. La panique s'empare de la population massée sur le boulevard Richelieu et la route de Cambrai. Selon le témoignage recueilli en 1994 auprès du capitaine américain Archie Stewart, blessé au cou à cette occasion, une quinzaine d'Américains et 125 Allemands auraient été tués. Selon le récit contemporain d'une habitante, Claudine Minot, il y eut cinq victimes américaines et sept allemandes.

À 22 heures, le calme revient sur la ville. Les armes se sont tues. Des patrouilles de FFI partent débusquer les derniers soldats allemands retardataires, cachés dans les Champs-Élysées, dans des jardins, dans des maisons. À minuit et demi, les premières voitures américaines pénètrent sur la place de l'Hôtel de Ville, accueillies par la liesse populaire.

LE BILAN

Lors des combats de la libération, aux 17 tués aux Champs-Élysées, il faut ajouter trois hommes : Ferdinand Boizard abattu non loin de là, rue du

Moulin, Jacques Devlieger blessé qui décède le lendemain à l'hôtel-Dieu et André Hurtebise, blessé à l'Épine de Dallon et décédé le 14 septembre. Soit vingt combattants tués et une dizaine de blessés. Il faut ajouter à cette liste de victimes les civils, dix au total, victimes le plus souvent de balles perdues. Une commande de cercueils pour les soldats allemands permet de dénombrer 21 victimes le 2 septembre à Saint-Quentin. Mais il ne s'agit là sans doute que des corps relevés dans les rues de la ville, les troupes allemandes emportant probablement avec elles une partie de leurs morts pour les inhumier à l'abri des combats.

Paul Goyer, dans son rapport sur cette journée de la libération, dénombre dans Saint-Quentin et ses environs 34 résistants tués au combat. Il y en aurait eu un peu plus de 120 au cours de la libération de l'Aisne.

LE PREMIER JOUR DE LIBERTÉ

Le 3 septembre, le préfet de l'Aisne Hyacinthe Tomasini vient à la rencontre de Pierre Pène. On procède immédiatement à la nomination de la nouvelle municipalité, directement issue du Comité local de libération formé durant l'été 1944, regroupant toutes les constituantes politiques de la Résistance. Émile Pierret, FTP membre du Front National est nommé aux fonctions de maire, secondé par les adjoints Marcel Bugain (Libération-Nord) et Pierre Leporc (OCM), et par huit autres conseillers de divers partis et syndicats.



Le 3 septembre, l'armée américaine est partout présente dans la ville, dans les artères principales de tous les quartiers, acclamée depuis les fenêtres des rues et des places pavoisées de drapeaux français et américains. Sur la place, le défilé des véhicules américains est un grand moment de communion entre la population et ses libérateurs. S'échangent cigarettes et chocolat, sourires et baisers, fleurs et bouteilles de vin... alors que l'on conduit des collaborateurs en prison et que l'on tond plusieurs femmes sur le peron du théâtre municipal.



Le 6 septembre, l'heure est au recueillement. Une grande cérémonie a lieu sur la place de l'Hôtel de Ville en l'honneur des victimes de la libération. FFI et soldats américains défilent devant les cercueils exposés au pied de la façade de l'hôtel de ville sous des drapeaux tricolores et américains.

N. 1. - 1 Fr. 20 DIMANCHE 3 SEPTEMBRE 1944

L'Aisne Nouvelle

Saint-Quentin est libéré !

Gouvernement provisoire de la République Française
Liberé - Régulé - Protégé

FRANÇAIS ! FRANÇAISES !

Saint-Quentin est libre. Les armées de la civilisation sont en plein victoire. Les armées des barbares scientifiques sont en pleine déroute. L'Etat collaborateur de Vichy a cessé d'exister dans notre vieille capitale vassalisée. La République Française est et indivisible continue.

Les Chefs de toutes les organisations résistances de la Résistance, groupés dans le Comité local de la Libération ont pris possession du pouvoir conformément aux ordres de Comité National de la Résistance et de Gouvernement provisoire de la République Française.

FRANÇAIS, FRANÇAISES, gardez dans cette heure de violente émotion la mesure, le calme, la dignité. Vous qui couvenez aux représentants d'une grande nation.

Allez-vous fraternellement, partagez vos vives avec ceux qui en sont demandés. Allez de tous vos forces vos vaillants alliés, mais n'oubliez pas les routes où ils passent. Les plaines où ils peuvent se rassembler, par des atterrissements. Montrez une confiance totale dans le Gouvernement provisoire de la République qui compose des Chefs patriotes de toutes les nations de la Résistance.

Et vous promettons nationalement :
1° De valoir à la gloire des héros tombés pour le Patrie et l'honneur à ceux qui l'ont fait sauter une vie digne et décente ;
2° De laisser à la nation accablée le chef libre des institutions politiques sous lesquelles elle entend vivre ;
3° De poursuivre sans délai le retour des prisonniers et des déportés ;
4° D'élargir profondément la vie de tous les habitants de l'Aisne dans les meilleures conditions de justice et d'équité ;
5° De faire bonne et dure justice de tous les traîtres et collaborateurs ;
6° D'accomplir sans délai la mise en œuvre de la restauration de la grande République ;
Vive la France ! Vive la République !
Vive la Liberté ! Vive les Alliés !
Le Comité local de la Libération.

L'HEURE DE NOS LITIGES

Saint-Quentinois, l'heure que vous espérez de votre vœux, cette heure de la liberté reconquise, la voici. L'ennemi, qui, depuis 4 ans, vous tenait dans ses griffes, a été chassé de votre ville en quelques heures. Et les premiers chars alliés traversent nos rues hier dans la soirée.

Nous vous dirons plus tard comment cette nuit a été menée, et comment, obéissant, elle a été préparée et facilitée par l'action décisive des forces combattantes de l'intérieur.

C'est grâce à l'appui immédiat des divers groupes résistants, depuis les F.F.I. jusqu'à la police, qu'en un instant tous les centres publics ont été occupés.

C'est grâce à ces patriotes que cette première nuit que nous vous présentons, fut si pacifiquement menée. Qu'il nous soit permis de leur exprimer toute notre reconnaissance.

Saint-Quentinois, de nous-vous dire libres. Vous n'avez plus à craindre, mais à espérer. Vous n'avez plus à souffrir l'Allemand, mais dans l'ordre, à servir la France.

Justice sera faite...

Prisonniers déportés

Des sommes d'argent vont être payées. Les listes de noms de prisonniers et de déportés seront publiées.

Congrès formelles à la population

Le Comité local de la Libération a décidé de convoquer un congrès de la population le dimanche 12 septembre 1944, à 14 heures, au Théâtre municipal. L'ordre du jour sera le suivant :
1. Le rôle de la population dans la libération de la ville.
2. Les conditions de la vie dans la ville libérée.
3. Les conditions de la vie dans la ville libérée.
4. Les conditions de la vie dans la ville libérée.
5. Les conditions de la vie dans la ville libérée.
6. Les conditions de la vie dans la ville libérée.



LES LENDEMAINS DE LA LIBÉRATION



1

1. Tickets de rationnement de pain de 1940, 1946 et 1948.

Ville de Saint-Quentin, direction du Patrimoine, fonds Triou

2. Bureau américain des réclamations à Saint-Quentin, avril 1945.

William Sanchez-Molina

3. Défilé américain au monument aux morts le 9 mai 1945.

Coll. Franck Viltart

4. Personnel américain du 197th General Hospital installé à l'hospice Cordier.

Coll. Franck Viltart

LA MUNICIPALITÉ D'ÉMILE PIERRET

Au lendemain de la Libération, une nouvelle municipalité est mise en place, sous la présidence du commissaire de la République Pierre Pène. Elle émane du Comité local de Libération, organisé durant l'été 44, qui regroupe l'ensemble des composantes politiques de la résistance locale, désigné pour administrer provisoirement la ville. Émile Pierret, FTP et responsable à Saint-Quentin de l'organisation communiste Front National, est désigné pour les fonctions de maire en attendant le retour attendu de Claude Mairesse, dont on ignore encore la mort en juillet 1944 à Reims dans le train qui le conduisait en déportation. Il est assisté de deux adjoints, Marcel Bugain (Libération-Nord) et Pierre Leporc (OCM), et de 8 conseillers. Les élections municipales ont lieu en avril-mai 1945, opposant 3 listes, et sont remportées par celle d'Émile Pierret.

Entre les deux tours de ces élections, l'armée allemande capitule le 8 mai 1945, reddition signée la veille à Reims. Une grande fête populaire est organisée dès le 9 mai 1945, avec un important défilé des troupes américaines et françaises, des différentes forces de police, des résistants, des déportés et des anciens prisonniers rentrés d'Allemagne, clos le soir par un concert et un grand bal populaire sur la place de l'Hôtel de Ville. Les restrictions continuent avec l'arrivée de l'hiver. La population reste soumise au rationnement instauré depuis 1940, jusqu'en décembre 1949. Avec le cantonnement

des troupes américaines et françaises, et les destructions des bombardements alliés, la ville souffre d'une pénurie de logements, situation qui perdure jusqu'à la relance des constructions par l'office public d'habitations à bon marché à partir de 1949.

DES AMÉRICAINS DANS LA VILLE

Au lendemain de la Libération, les troupes américaines occupent les locaux précédemment réquisitionnés par les Allemands. La police militaire a repris ceux occupés par la *Feldgendarmarie*, rue Jacques-Lescot. Le bureau des affaires civiles américaines s'installe au siège de la *Sipo-SD*, rue Charles Picard. Le théâtre et la salle du Carillon sont régulièrement réservés pour des spectacles américains. Des unités FFI, FTP, et des GMR qui s'étaient installées dans l'hospice Cordier à la Libération sont sommées en octobre 1944 de quitter les lieux pour laisser la place aux Américains qui y installent un hôpital militaire, le *197th General Hospital*, jusqu'en juin 1945. En mars 1945, plus de 600 Saint-Quentinois et Saint-Quentinoises travaillent pour l'armée américaine (sur 46 000 habitants).

En janvier 1945 l'armée américaine occupe la place du Marché Franc, puis à partir de mars 1945 la place de la Liberté, partagée entre un parc automobile et un camp de prisonniers allemands. Les forces aériennes de l'armée américaine reprennent la base aérienne de Clastres occupée depuis 1940 par la *Luftwaffe*, bombardée le 8 août



1944 par l'aviation américaine, base aérienne américaine jusqu'en décembre 1945.

Les rapports avec la population civile ne sont pas toujours simples. On sait aujourd'hui qu'au-delà de l'image d'Épinal du GI's distribuant du chocolat, des chewing-gums et des bas nylons, la réalité fut parfois tout autre, avec son lot de violences.

Alors que l'armée allemande lance une offensive dans les Ardennes belges le 16 décembre 1944, les autorités américaines réinstaurent un couvre-feu à 21 heures, contrôlent la circulation sur les routes... La population manque de tout. En octobre 1944, des mesures sont prises par la police française pour empêcher les enfants de solliciter les soldats dans la rue. Le marché noir autour des produits alimentaires et des carburants se développe entre civils et militaires, malgré la répression.

Cette période de stationnement de troupes américaines dans Saint-Quentin et sa région est aussi le temps des rencontres, des idylles, qui se concluent parfois par des mariages. Ainsi, de mai 1945 à juillet 1946, 24 mariages franco-américains et un mariage franco-anglais sont célébrés à l'hôtel de ville. Grâce à la « loi sur les épouses de guerre » du 25 décembre 1945 qui exempte les femmes étrangères des soldats américains et leurs enfants des quotas sur l'immigration, elles embarquent de mars à décembre 1946 pour l'Amérique : c'est l'opération *War Brides*. Elles partent rejoindre leur mari vers des rêves d'une vie meilleure, loin des privations de la guerre, à bord des navires américains *Zebulon B. Vance*, *Vulcania*, *Goethals*, *Brazil*... parfois dans des conditions d'hygiène catastrophiques.



LIEUX DE MÉMOIRE

HOMMAGES AUX SAINT-QUENTINOIS

- Général Raymond Appert** (rue) - 1
- Louis Bachy** (groupe socolaire) - 2
- André Baudez** (place) - 3
- Commandant Guy Biéler** (rue) - 4
- Arnaud Bisson** (rue et plaque) - 5
- Jacques Blanchot** (rue) - 6
- M. et M^{me} Bouvart** (plaque) - 7
- Marcel Bugain** (rue) - 8
- Henriette Cabot** (rue) - 9
- Pierre Choquart** (avenue) - 10
- Eugène Corrette** (plaque, groupe scolaire et rue) - 11, 12, 13
- Capitaine Pierre Dumont** (rue) - 14
- Odette Gobeaux** (rue) - 15
- Louis et Marthe Laucher** (plaque) - 16
- Marthe Lefèvre** (collège et plaque) - 17
- Docteur Claude Mairesse** (rue et plaque) - 18
- Émile et Raymond Pierret** (boulevard) - 19
- Réseau Musician Tell** (plaque et rue) - 20, 21
- Fusillés de Fontaine-Notre-Dame** (avenue) - 22
- Fusillés de La Sentinelle** (plaque et stèle) - 23, 24
- Square des héros du 2 septembre 1944** (stèle) - 25
- Agents de la SCNF** (plaque) - 26
- Prison de Saint-Quentin** (plaque) - 27
- Agents de police** (plaque) - 28
- Gendarmes** (plaque) - 29
- Gardes mobiles de réserve** (plaque) - 30
- Compagnie Républicaine de Sécurité 21** (stèle) - 31
- Anciens élèves d'Henri-Martin** (plaque) - 32
- Anciens élèves de l'école Jumentier** (plaque) - 33
- Anciens élèves de l'institution Saint-Jean** (plaque) - 34
- Victimes du bombardement du 2 mars 1944** (stèle) - 35
- Résistants déportés** (9 plaques) - 36
- Martyrs de la déportation** (plaque) - 37
- Monument aux morts** (militaires, FFI, déportés et civils) - 38
- Victimes de la Shoah** (stèle) - 39
- Nécropole nationale** (tombes) - 40
- Cimetières Nord, Sud, la Tombelle** (tombes et plaques) - 41
- Stade Marcel Bienfait** (stèle) - 42
- Stade Philippe Roth** (stèle) - 43

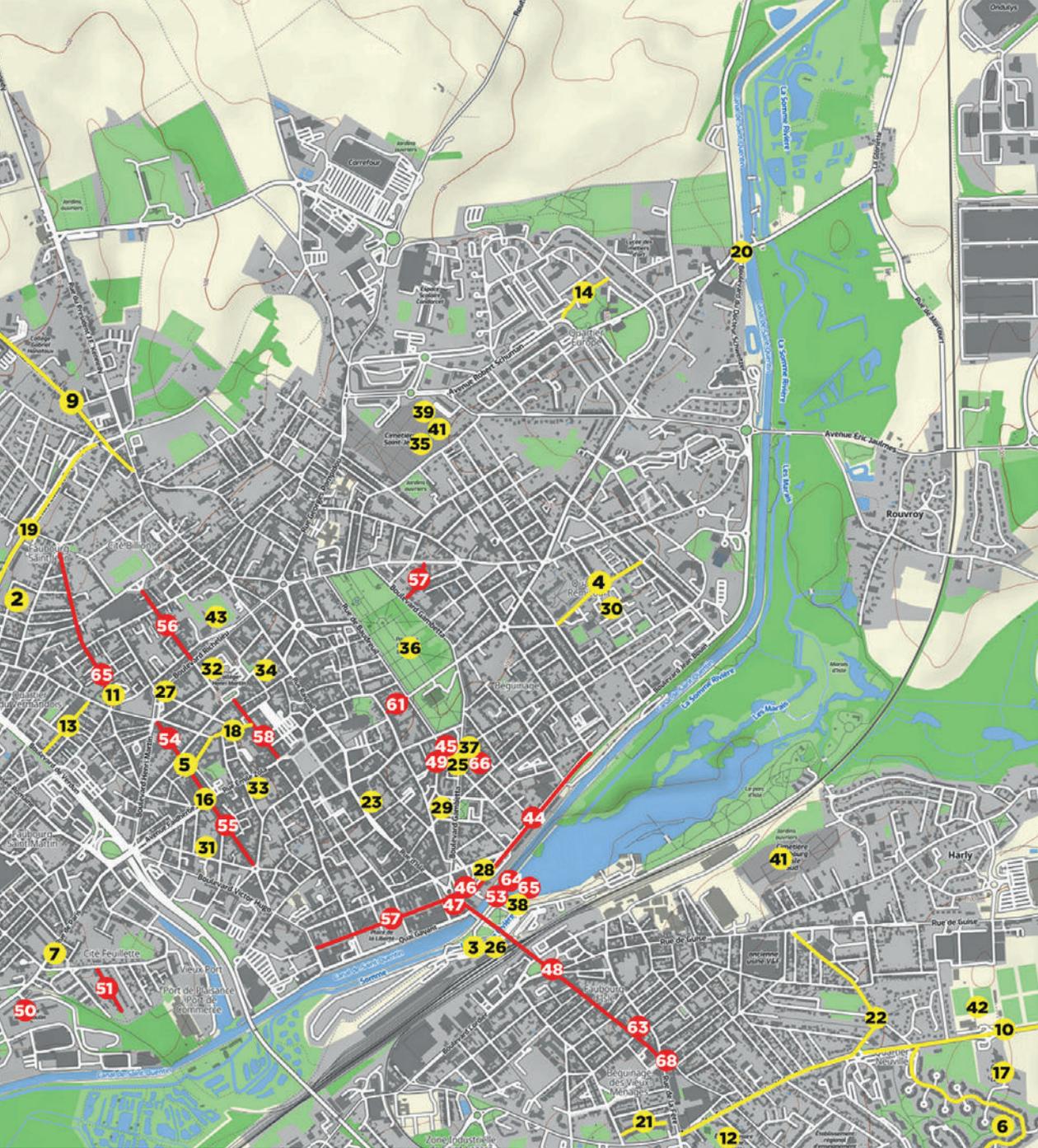
HOMMAGES NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

- Général de Gaulle** (avenue et stèle) - 44, 45
- Appel du 18 juin 1940** (stèle) - 46
- Général Leclerc** (plaque, rue et stèle) - 47, 48, 49
- Jean Moulin** (collège, plaque et rue) - 50, 51



Fond de carte : © 2025 Geo2France, OSM contributeurs

- Maréchal Delattre de Tassigny** (rue et stèle)
- Pierre Brossolette** (rue) - 54
- Gabriel Péri** (rue) - 55
- Colonel Fabien** (rue) - 56
- Louis Armand** (rue) - 57
- Victor Basch** (rue) - 58
- Léon Blum** (rue) - 59
- Marcel Paul** (rue) - 60



- 52, 53
- Honoré Estienne d'Orves (rue)** - 61
- Jean Zay (rue)** - 62
- 2° DB (square)** - 63
- 1^{ère} armée du Rhin et Danube (stèle)** - 64
- 3° DIM (rue et plaque)** - 65
- Déportés du train de Loos (stèle)** - 66
- Soulèvement du Ghetto de Varsovie (stèle)** - 67
- Bataille de Stalingrad (plaque)** - 68

« IL EST DANS L'HISTOIRE DES PEUPLES DES ÉVÉNEMENTS MALHEUREUX QUI LES ABATTENT ET LES TORTURENT. IL EST AUSSI DES JOURNÉES DE GLOIRE OÙ LES MAUVAIS SOUVENIRS S'ESTOMPENT, OÙ LE PAYS REPREND CONSCIENCE DE SA FORCE ET DE SON AVENIR : NOUS VIVONS AUJOURD'HUI LE PLUS MÉMORABLE DE CES RENOUVEAUX ».

Discours du Commissaire régional de la République Pierre Pène à l'occasion de la célébration de la capitulation de l'Allemagne, le mercredi 9 mai 1945 à Saint-Quentin. *L'Aisne Nouvelle*, 12 mai 1945.

Saint-Quentin appartient au réseau national des Villes et Pays d'art et d'histoire

Le label « **Ville ou Pays d'art et d'histoire** » est attribué par le ministre de la Culture après avis du Conseil national des Villes et Pays d'art et d'histoire. Il qualifie des territoires, communes ou regroupements de communes qui, conscients des enjeux que représente l'appropriation de leur architecture et de leur patrimoine par les habitants, s'engagent dans une démarche active de connaissance, de conservation, de médiation et de soutien à la création et à la qualité architecturale et du cadre de vie.

À proximité ...

Beauvais, Boulogne-sur-Mer, Calais, Cambrai, Chantilly, Laon, Lille, Noyon, Roubaix, Soissons, Tourcoing bénéficient de l'appellation Ville d'art et d'histoire.

Amiens Métropole, Lens-Liévin, Pays de Saint-Omer, PETR Santerre Haut-de-Somme, Senlis à Ermenonville bénéficient de l'appellation Pays d'art et d'histoire.

La Direction du Patrimoine

Elle coordonne l'ensemble des actions de valorisation et de sensibilisation des patrimoines de Saint-Quentin, *Ville d'art et d'histoire*, dans son sens large : patrimoines bâti (public et privé), archéologique, écrit, naturel, culturel, mémoriel et immatériel.

Elle propose toute l'année des visites découvertes, des expositions, des conférences et des ateliers du patrimoine à destination de tous les publics : Saint-Quentinois, touristes et jeune public, en temps et hors temps scolaire.

Direction du Patrimoine

Hôtel de Ville
BP 345 - 02 107 Saint-Quentin Cedex
Tél. 03 23 64 95 76
www.saint-quentin.fr
patrimoine@saint-quentin.fr



Le Patrimoine de Saint-Quentin

saint-quentin.fr



**SAINT
QUENTIN**

